



HISTOIRE

SAVIGNY-SUR-ORGE



*D'hier à
aujourd'hui*





Sommaire

Du village à la ville

pages 6 à 25

- Sabinus, Savinus, Savigny, un point de toponymie..... p.8
- Aux origines du village, la paroisse Saint-Martin..... p.9 à 12
- Les municipalités, naissance de la commune..... p.13
- Le quartier du plateau de 1900 à aujourd'hui..... p.14 à 18
- 1950-1960, du château de Grand-Vaux aux grands ensembles..... p.19 à 22
- Evolution de la population..... p.23
- Les maires de Savigny-sur-Orge depuis 1789..... p.24 et 25

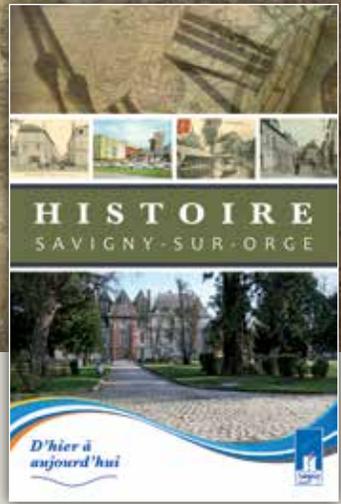
Le patrimoine savinien

pages 26 à 45

- De la maison commune au centre administratif, quatre mairies..... p.27
- La commune et l'instruction publique, petite histoire des écoles..... p.28 à 31
 - la première école de garçons, rue de l'Eglise
 - l'école « Joséphine »
 - l'école « Ferdinand Buisson », l'école de garçons « du centre »
 - le groupe scolaire du plateau « Jules Ferry »
 - l'école de filles « du centre », « Paul Bert »
 - l'école « Aristide Briand »
 - l'école « Kennedy » : groupe scolaire des Rossays
 - l'école « Saint-Exupéry » à Grand-Vaux
 - l'école des Gâtines « Louise Michel »
- Eglises et cimetières de Savigny..... p.32 à 36
 - l'église Saint-Martin
 - l'église Sainte-Thérèse
 - l'église Notre-Dame de l'Espérance à Grand-Vaux
 - Les cimetières de Savigny
- Quelques propriétés saviniennes..... p.37 à 41
 - le château
 - le domaine de Grand-Vaux
 - la ferme de Champagne
 - le domaine de Courte-Rente
- L'Orge et l'Yvette, Savigny côté nature..... p.42 à 45



Ce guide a été conçu, illustré et mis en page par la division de la communication
 Téléphone : 01 69 54 40 48 - communication@savigny.org - Photos : Service Documentation-Archives
 Imprimeur : IMPRIMERIE RAS - 6 avenue de Tissonvilliers - 95400 Villiers-le-Bel Pontoise
 Téléphone : 01 39 33 01 01 - Siret : B 308 343 599
 Ce guide est imprimé sur un papier 115 gr. labellisé PEFC.
 Les encres utilisées sont exemptes de métaux lourds.
 Impressions offset et numérique conformes aux exigences IMPRIM'VERT®



Savigny, pages d'histoire pages 46 à 91

● **Quelques dates** p.47 à 68

- 1790, élection du premier maire
- 1820, un mariage princier
- 1844, le chemin de fer, une ligne de vie pour Savigny
- 1882, la ville encourage ses écoliers
- 1900, Savigny-sur-Orge à l'exposition universelle, ou la monographie communale de l'instituteur
- 1903, une nouvelle gare
- 1909, Savigny-sur-Orge et Port-Aviation
- 1910, la crue du siècle à Savigny-sur-Orge
- 1914 – 1918, Savigny-sur-Orge pendant la Grande Guerre
- 1922, inauguration du monument aux morts
- 1926, La bonne action de Marie Chauvet
- 1940, les évènements de juin à Savigny-sur-Orge
- 1944, libération de Savigny-sur-Orge le 24 août
- 1960, Autoroute A6, sortie « Savigny »
- 1961, le territoire de la commune s'agrandit

● **Quelques personnalités saviniennes** p.69

- Etienne de VESC 1447 – 1501
- Jean-Baptiste LAUNAY 1769 – 1827
- Louis Nicolas DAVOUT 1777 – 1823
- Nicolas RORET 1797 – 1860
- Alexis DUPARCHY 1835 – 1907
- Louis DUCOS DU HAURON 1837 – 1920
- Baronne STAFFE 1843 – 1911
- SEVERINE 1855 – 1929
- Edouard FERRON 1859 - XXXX
- Ivan DA SILVA BRUHNS 1881 – 1980

Recueil des articles et textes d'expositions réalisés par Annie DEPRINCE,
 Archiviste communale de 1985 à 2015. Sauf mention contraire,
 toutes les illustrations sont issues du fonds d'Archives communales.



Service Documentation-Archives

Mairie de Savigny-sur-Orge

48, avenue Charles-De-Gaulle
91600 Savigny-sur-Orge
Tél. : 01 69 54 40 63

.....
Horaires d'ouverture au public :

Lundi, mardi, jeudi et vendredi :
8h30-12h / 13h30-18h
Mercredi et samedi : 8h30-12h

.....
documentation-archives@savigny.org
www.savigny.org



Page :

Ville de Savigny-sur-Orge



@Savigny_Off_91

Les missions du service des archives

Les missions du service des archives communales sont triples : constituer et conserver la mémoire, aider à la gestion des affaires communales et justifier des droits de l'administration ou des particuliers, transmettre le patrimoine collectif.

Les archives : la mémoire communale à partager

Le fonds d'archives communales fait partie du patrimoine de la ville. Il résulte du dépôt des dossiers provenant des assemblées municipales et des services communaux.

Parmi les séries les plus anciennes, on peut citer les registres paroissiaux et les registres d'état civil (depuis 1535 à Savigny-sur-Orge), les registres de délibérations du Conseil municipal (depuis 1788), les contributions et le cadastre, les budgets communaux...

Mais les archives, ce sont aussi des cartes, plans, enregistrements sonores et vidéos, maquettes et documents iconographiques : gravures, photographies, affiches, ainsi que la collection de plus de 700 cartes postales saviniennes.

C'est pourquoi les archives témoignent de l'histoire politique, économique et sociale de la ville. Elles en constituent la mémoire administrative mais aussi la mémoire historique, elles permettent de retracer l'histoire au travers d'expositions, de publications ou via Internet et participent à la création du lien social au sein de la collectivité.





Éditorial



L'histoire de notre Ville de Sabinus à Savigny,

« Savigny d'hier à aujourd'hui » est le fruit d'un important travail de recherche, de collecte et de traitement des documents conservés au fil des années par le service des archives municipales de la Ville de Savigny-sur-Orge.

Grand témoin de l'évolution de notre Ville, cet ouvrage est aussi l'œuvre de femmes et d'hommes passionnés par Savigny-sur-Orge qui s'investissent au quotidien pour conserver et entretenir les fragments de notre mémoire collective. Nous les en remercions chaleureusement.

Au gré de votre lecture, vous découvrirez ou redécouvrirez comment se sont fortifiées les fondations de ce petit village, situé au confluent de l'Orge et de l'Yvette, dont le destin sera de devenir la quatrième ville du département de l'Essonne.

Evoquant ses premières extensions jusqu'à la construction du quartier de Grand-Vaux et de Grand-Val, proposant les biographies des personnages illustres qui ont marqué de leurs empreintes l'histoire de la Ville, d'Etienne De Vesc à Ivan Da Silva Bruhns, sans oublier Louis Nicolas Davout, « Savigny d'hier à aujourd'hui » vous livre un récit historique complet.

Nous vous souhaitons une agréable lecture de cet ouvrage qui, à n'en pas douter, aiguisera votre curiosité pour notre ville.

Bien fidèlement,



Éric MEHLHORN

Maire,
Conseiller Métropolitain,
Vice-président du Conseil départemental



Joëlle EUGENE

Adjoint au Maire déléguée aux Affaires Culturelles,
à l'Évènementiel et au Rayonnement de la Ville

Du village à la ville



Jusqu'en 1925, Savigny est un petit village d'Ile-de-France blotti autour de son château au confluent de l'Orge et de l'Yvette. On y distingue deux noyaux d'habitat, le village et le hameau de Grand-Vaux. Le village s'organise autour d'une vaste place devant la cour d'honneur du château. Trois rues partent de cette place, à gauche, la large rue du Mail, au centre l'avenue du Château qui monte vers le plateau, à droite la Grande rue. Quelques ruelles les relient entre elles, et la rue de la Martinière grimpe à flanc de coteau vers les maisons du hameau de Grand-Vaux.

Le territoire se différencie en trois « terroirs » : les terres labourables du plateau qui appartiennent à quelques grandes fermes, en particulier la ferme de Champagne située sur le plateau à la limite de Juvisy ; les vignes et vergers sur le coteau ; les prairies des vallées de l'Orge et de l'Yvette : près des Rossays, de Saint-Martin et le marais Pourdieu. La population, essentiellement rurale, évolue peu, passant d'environ 800 habitants à la fin du 18^{ème} siècle à 1 700 avant la Première Guerre mondiale. La commune de Savigny-sur-Orge prend son essor après la guerre de 1914-18. En effet, l'afflux de population rurale vers le pôle d'activité qu'est Paris, la crise du logement, les lois relatives au logement social et à l'accès à la petite propriété (permettant ainsi aux populations moyennes, jusqu'alors dans l'incapacité d'acheter une maison, d'accéder à la propriété) entraînent la création massive de lotissements entre 1923 et 1935. Savigny, favorisé par sa gare sur la ligne de chemin de fer du Paris-Orléans, s'urbanise très rapidement. Les coteaux, jadis couverts de vigne, et les grands terrains agricoles du plateau se couvrent de petits pavillons. En 1919, la loi

du 23 avril, limitant la durée du travail à 8 heures par jour, facilite les déplacements quotidiens ; puis ce sera la « semaine anglaise » et, en 1926, l'électrification Paris-Vierzon, qui diminue les temps de parcours entre Savigny et Paris, tandis que le nombre de trains augmente.

Les lotissements n'accueillent plus seulement quelques maisons de week-end mais constituent l'habitation principale d'une catégorie sociale appelée « les banlieusards ». Ces logements sont souvent, dans un premier temps, de simples abris de jardin en bois avant d'être transformés de la main de leurs propriétaires en petites maisons. La viabilité n'est entreprise qu'après le vote de la loi du 15 mars 1928 (loi Sarraut) sur les lotissements défectueux, au moyen des subventions et prêts (la loi Loucheur du 13 juillet 1928 favorise aussi les prêts) qu'elle permet d'obtenir. A Savigny-sur-Orge, il suffit de 3 à 4 ans pour aménager les rues, les réseaux de gaz, d'eau, d'électricité et les égouts. La population est multipliée par 6 entre 1921 et 1931, 68% des Saviniens vivent sur le plateau. La ville compte, en 1931, 1 400 enfants entre 6 et 13 ans (en âge d'être scolarisés) contre seulement 208 en 1911. Ce phénomène va entraîner la création de nouveaux équipements publics et la naissance d'un nouveau quartier sur le plateau autour de l'église Sainte-Thérèse et de l'école Jules Ferry.

Cet accroissement de population s'est produit un peu partout en région parisienne mais a été particulièrement important à Savigny, du fait de la grande superficie de la commune.

Après la Seconde Guerre mondiale, quand une nouvelle crise du logement se dessine à Paris, la banlieue est déjà bien urbanisée. Le manque de place entraîne l'apparition de programmes de logements collectifs. Sont alors construits les grands ensembles de Grand-Vaux, Grand-Val, les Prés-Saint-Martin, et les bâtiments HLM sur le plateau. La population continue d'augmenter et les équipements publics de s'agrandir.

Après la période des logements collectifs, deux derniers quartiers sont urbanisés mais avec un habitat de type pavillonnaire – Clair Village (de 1967 à 1971) et les Gâtines (1988-1992) – sur les derniers terrains agricoles libérés.

Depuis le début des années 1980, l'urbanisation galopante a laissé place à une urbanisation maîtrisée. Cinq programmes de développement urbain, soutenus par autant de contrats régionaux, ont permis de restructurer les deux centres urbains – le Savigny ancien et le Plateau – et de renforcer les équipements de proximité et d'améliorer le cadre de vie.



Sabinus, Savivus, Savigny, un point de toponymie



L'Étymologie du nom de Savigny la plus communément acceptée est latine : Sabinus ou Savivus, nom propre fréquemment utilisé à Rome, venant du mot *sabini* qui signifie sabin : habitant de la province Italienne, la Sabine. On en déduit le plus souvent que *sabiniacum* ou *saviniacum* désigne des domaines gérés par des propriétaires portant comme patronyme *Sabinicus*. En vieux français, ces toponymes ont évolué en Savigny pour les régions de langue d'oïl et en Savignac pour les régions de langue d'oc. Ceci explique que les 25 Savigny existant en France se situent au nord d'une ligne Nantes-Grenoble alors que l'on trouve dans le sud-ouest onze Savignac.

En latin, *Sabinum* signifie « vin du pays des Sabins ». On peut remarquer que de nombreux Savigny se situent dans des pays de vin et qu'il en est de même pour les Savignac du Sud-Ouest. Ainsi, à Savigny-sur-Orge, les coteaux ont longtemps été couverts de vignes et de nombreux documents attestent que la profession de vigneron y était très répandue. Il n'est pas impossible qu'il en ait été de même pour les autres Savigny. L'altitude moyenne des villages, 210 mètres, très représentative de la réalité, laisse supposer un climat favorable et une bonne exposition.

En ces temps reculés où les transports étaient difficiles, une grande partie du vin consommé était produit sur place même s'il n'était pas toujours de bonne qualité, ce qui était le cas de Savigny-sur-Orge. Ce n'est que plus récemment que la vigne a régressé en France pour ne conserver que les meilleurs vignobles. On peut donc émettre l'hypothèse que le mot *Sabiniacum* ait été utilisé pour désigner des domaines où l'on produisait du vin et soit donc l'origine du nom de Savigny.

Les Savigny de France sont de petits villages de 500 à 2 500 habitants à deux exceptions près : Savigny-le-Temple, 30 068 habitants, et Savigny-sur-Orge, 37 669 habitants, qui se distinguent également quant à leur situation : ce sont deux villes de la banlieue parisienne, mais villages jusqu'au début du XX^{ème} siècle.

Cette petite taille des communes nommées Savigny et leur situation en campagne peut s'expliquer par le fait que quel que soit le nom de départ, *Sabinus*, *Sabinus* ou *Sabiniacum*, il désigne un domaine (des terres autour d'une ferme), et non pas une bourgade qui se serait plus développée.

Mais au fait, comment appelle-t-on les habitants ? Saviniens, mais également Savignienns, Savinois ou encore Savignaquois, Savignerands, Savignéens, Savignards, Savignais, Savignas et Savignolans selon les régions.



Aux origines du village, la paroisse Saint-Martin



L'église Saint-Martin est à l'origine une petite chapelle seigneuriale.

Le choix du patronage de Saint Martin semble provenir du fait qu'un premier édifice de culte devait exister du côté de la Montagne Pavée : un moustier, peut-être fondé par les disciples de Saint Martin, grand évangéliste de la Gaule. Le toponyme du quartier des Prés-Saint-Martin en garde encore actuellement le souvenir.

L'apparition d'un domaine et la construction d'un manoir fortifié incita la population à se regrouper à l'abri de ce lieu et à utiliser la chapelle du château.

Au début bénéficiaires des revenus de l'église, les seigneurs s'en dessaisissent peu à peu à l'occasion de donations au profit d'institutions religieuses. La plus grande partie des revenus de Saint-Martin de Savigny passe au cours du XII^e siècle aux moines de l'abbaye de Longpont. Créée en 1062 par le seigneur de Montlhéry avec des moines venus de la très célèbre abbaye de Cluny, elle suit la règle bénédictine. Sous leur impulsion, le lieu de culte originel se transforme en église de style roman, puis gothique. La nomination du curé relève dès cette époque de l'évêque du lieu.

Après une période de prospérité propice au développement du village au sortir du féodalisme, la guerre de Cent Ans met le pays à feu et à sang. La population souffre, l'activité religieuse s'en ressent. L'église ne sort pas indemne d'un siècle de guerre. L'inspecteur épiscopal relève un certain laisser-aller dans l'entretien de l'édifice et les paroissiens se plaignent des prêtres trop souvent absents et indifférents à leur paroisse.

C'est en 1472 que, par son mariage avec Anne Courtois, Etienne de Vesc devient seigneur de Savigny. C'est un personnage très important dans le royaume de France. Grand officier de la Couronne, membre du Conseil de régence, président de la Chambre des comptes de Paris, sa fortune est considérable à la fin de sa vie. Il fait reconstruire et agrandir le château ainsi que l'église, accroît le domaine des terres de Champagne et Viry, institue la foire de la Saint-Martin. Savigny va ressentir les bienfaits de sa présence et connaît un essor important qui se prolonge durant tout le XVI^e siècle. La population quadruple en cent ans. Les marguilliers de la fabrique (chargé de la construction et de l'entretien de l'église) ont un rôle assez important que l'on peut comparer à celui d'une municipalité. Les prêtres manquent toujours d'assiduité bien qu'ils soient assez nombreux. En principe, le curé de Savigny est assisté d'un vicaire pour Saint-Martin et un autre le seconde pour l'« annexe » de Villemoisson.

Après les guerres de Religion, puis une période de prospérité, Savigny connaît ses heures les plus tragiques avec l'épidémie de peste de 1652. La population des environs, désemparée, afflue à Savigny sous la protection du château mais un quart des habitants succombe à l'épidémie, parmi eux les trois prêtres de la paroisse.

C'est en 1678 que les deux paroisses de Savigny et Villemoisson deviennent indépendantes.

En 1736, suite à des travaux de rénovation et d'agrandissement de l'église, le cimetière qui était jusqu'à lors autour du bâtiment est déplacé rue du Mail, à l'emplacement de l'actuel N°36.

Au XVIII^e siècle, la paroisse de Savigny est marquée par l’empreinte d’un curé exceptionnel : l’abbé Gaultier. Comme son prédécesseur l’abbé Joly l’a fait durant 27 ans, il prône de 1728 à 1780 la doctrine janséniste du retour à une piété et une morale austère. Il met toute la force de sa brillante personnalité à défendre ses convictions. Sa réputation de théologien dépasse largement le cadre de Savigny, devenue paroisse d’accueil de nombreux jansénistes.

A la veille de la Révolution, on peut estimer la population de Savigny à environ 800 âmes. 80% des 1800 arpents du territoire sont des terres labourables et appartiennent à quelques grandes fermes, en particulier la ferme de Champagne, située sur le plateau à la limite de Juvisy. La grande majorité des habitants se partage les 20% restants occupés par les prés, vignes et jardins. Mais la population n’est pas exclusivement agricole. Il existe même une grande variété de métiers, du couvreur au perruquier, en passant par les journaliers, épiciers et autres tisserands. Beaucoup de Saviniens se déclarent vigneron, pourcentage remarquable si on le rapproche des 6% de territoire consacré aux vignes. En fait, nombreux sont ceux qui possèdent quelques arpents de vigne mais exercent d’autres activités pour compléter leurs revenus.

Au début de la période révolutionnaire, l’église et le curé jouent un rôle d’importance puisque toutes les annonces, discours et réunions se font dans l’église après la messe ou les vêpres et que le curé préside souvent les assemblées.

Mais la politique antireligieuse des dirigeants s’impose. En novembre 1790, une loi oblige les prêtres à prêter serment à la nouvelle constitution civile du Clergé. Certains, les « jureurs », acceptent, d’autres, les « réfractaires », refusent. Après bien des hésitations, l’abbé Deschamps-Dumesnil prête serment dans l’enthousiasme de ses paroissiens.

Le 18 novembre 1792, les registres paroissiaux des baptêmes, mariages et décès sont remis entre les mains des officiers municipaux nouvellement élus. Ils deviendront les registres d’état civil.

L’église, victime de la loi sur la récupération des métaux en vue d’équiper l’armée, perd trois de ses cloches en octobre 1793 et la plus grande partie des objets du culte (calice, croix, encensoir ...) en mai 1794.

La lutte contre la religion s’intensifie. Comme bon nombre de prêtres constitutionnels, le curé de Savigny se retire, rendant ses lettres de prêtrise en novembre 1793.

Cependant, l’esprit religieux est resté fort dans la paroisse. En décembre 1793, une démarche du maire, de quatre officiers municipaux et du secrétaire-greffier en est la preuve : se basant naïvement sur l’article 122 de la Constitution qui établit la liberté de culte, ces six personnes déléguées par les citoyens de Savigny et Grand-Vaux se rendent à Paris chercher un prêtre. Bien entendu, le pouvoir dictatorial du Comité de Salut Public sévit et les mène en prison.

Jusqu’en juillet 1801, date de la signature du Concordat entre la France et le Saint-Siège officialisant la restauration du culte catholique en France, l’exercice du culte ne se fait plus que très irrégulièrement.

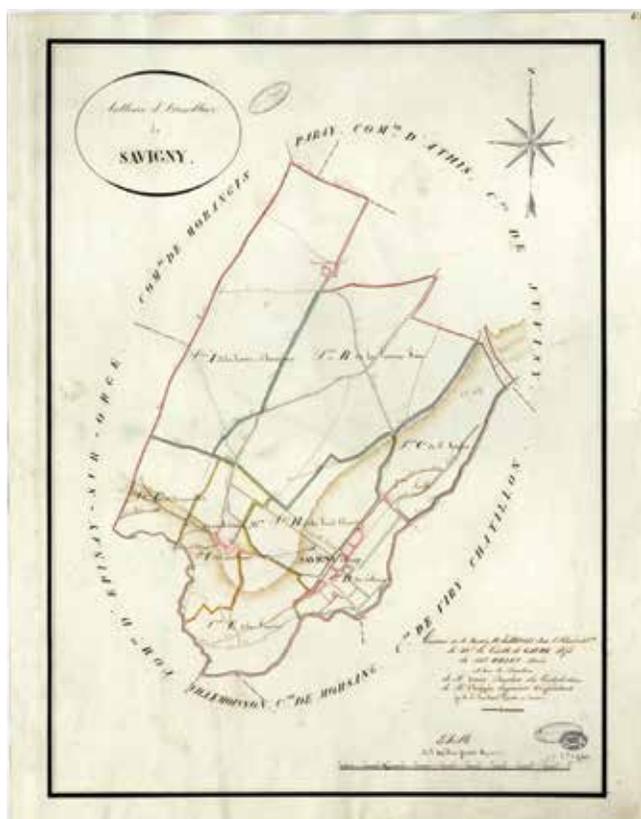


Tableau d'assemblage du cadastre de 1811

Fin 1802, l'abbé de Prémont arrive à Savigny, marquant le début d'une suite ininterrompue de curés à la paroisse Saint-Martin, dorénavant payés par l'Etat. En 1806, l'abbé Lévêque reconstitue tant bien que mal les registres de catholicité de 1793 à 1802. Les ressources de l'église sont modiques et proviennent essentiellement de la réservation des chaises à l'année, des enterrements, des dons des paroissiens aisés, et, plus modestement, des quêtes. Les registres des baptêmes, mariages, sépultures, les registres de la Fabrique et les cahiers de comptes, bien que succincts, sont tenus assez régulièrement et représentent les principales archives de la paroisse.

A la suite de la loi de séparation entre l'Eglise et l'Etat de décembre 1905, la propriété de l'église Saint-Martin et de son contenu répertorié dans un inventaire détaillé, et du presbytère construit par la commune en 1847 à la demande expresse de la maréchale Davout, est transférée à la commune en 1906.



Jusqu'à la Première Guerre mondiale, Savigny reste un gros bourg organisé autour du château et de deux axes : la Grande rue et la rue du Mail prolongée par la rue des Rossays. C'est, avec le hameau de Grand-Vaux, le cœur ancien de Savigny-sur-Orge.



La Grande rue vue de la place Davout au début du xx^{ème} siècle

Savigny explosera dans les années 1920 - 1930 avec les lotissements du coteau puis du plateau, entraînant la construction d'un second lieu de culte. L'église Saint-Martin étant trop petite et trop excentrée, l'église Sainte-Thérèse est construite. Simple annexe de Saint-Martin, elle est érigée en paroisse indépendante en 1931, suivie dans les années 1960 par l'église Notre-Dame-d'Espérance à Grand-Vaux.



Les Municipalités, naissance de la commune



La Révolution substitue les communes aux paroisses comme divisions administratives de la France. Le Conseil municipal, assemblée élue des représentants des citoyens de la ville, débat désormais des affaires communales.

Le registre des délibérations du Conseil municipal consigne toutes les décisions prises au niveau de la commune, mais, les premières années, il tient également lieu de « Journal Officiel » : toutes les lois, appelées à l'époque lettres patentes, y sont recopiées « dans les trois jours » conformément au décret de l'Assemblée Nationale du 6 novembre 1789. Ainsi figure sur le premier registre de Savigny les lettres patentes du roi pour la création des municipalités.

Faisant suite au décret sur les municipalités, et conformément à ce texte, il est procédé le 4 février 1790 à l'élection du premier maire de Savigny, Claude Magloire HENAULT.



Extrait du registre de délibérations du conseil municipal, création de la municipalité et élection du 1^{er} maire

Le 18 novembre 1792, conformément à la nouvelle loi, le maire et les officiers municipaux prennent possession des registres paroissiaux (où sont consignés les baptêmes, mariages et sépultures) qui deviennent les registres d'état civil.

Les maires sont élus par les citoyens, puis, à partir de 1800, nommés par le préfet, donc en fonction de l'orientation du régime. Ainsi, le 31 mars 1822, a lieu l'installation aux fonctions de maire du maréchal Davout, Prince d'Eckmühl, nommé par arrêté préfectoral du 13 mars 1822.

A partir de 1882, le maire est élu par le Conseil municipal, lui-même élu au suffrage universel depuis 1848.

A travers les délibérations, l'histoire de la commune est consignée dans les 70 registres des délibérations du Conseil municipal rédigés jusqu'à ce jour.



Le quartier du plateau de 1900 à aujourd'hui



▮ 1900, un terroir agricole

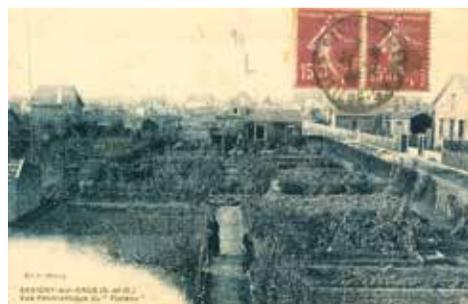
Jusqu'au début du XX^{ème} siècle, Savigny est donc un typique village rural d'Ile-de-France. L'habitat se concentre autour des deux châteaux : le château de Savigny village et la propriété de Grand-Vaux. La majorité des terres est dédiée à l'agriculture. La ferme de Champagne et le propriétaire de l'ancien domaine seigneurial de Savigny se partagent les terres du plateau, qui sont de bonnes terres de labour.

Le domaine de Savigny, acquis en 1802 par le maréchal Davout, vendu en 1872 par son petit-fils, le comte Vigier, au comte de Gramont, est, après la Première Guerre mondiale, démembré et à nouveau cédé à différents acheteurs : particuliers ou sociétés immobilières. Les terres agricoles deviennent des terrains à lotir : 2,5 hectares situés sur le plateau qui deviendront le quartier Sainte-Thérèse.

▮ Les années 20, les lotissements

Après la Première Guerre mondiale, Paris connaît une crise du logement. L'exode rural et le développement industriel de la capitale en sont la cause. L'amélioration des salaires avec la reprise économique, les logements parisiens trop rares et souvent vétustes, les journées de travail raccourcies à huit heures, l'amélioration des transports ferroviaires vers la « campagne » en périphérie de la grande ville, le désir des anciens ruraux de posséder un « bout de terre »... Tous ces facteurs encouragent les travailleurs parisiens à s'éloigner de la capitale.

La législation concernant l'urbanisme est alors peu développée, la réglementation de la construction pas très contraignante. Des sociétés immobilières saisissent l'opportunité et acquièrent les terres des grandes propriétés pour les proposer en parcelles à lotir. Des sociétés mutuelles d'épargne se mettent en place. Intermédiaires entre les sociétés immobilières et les particuliers, elles louent les terrains par lotissements et offrent aux acheteurs des facilités de paiement par le moyen d'une location-vente. La vente du terrain est effective quand le sociétaire a réglé toutes ses cotisations à la société d'épargne. A ce moment, le nouveau propriétaire a souvent déjà construit sa maison sur le terrain.



Panorama du plateau au début des années 30

Ces nouveaux acquéreurs n'ont pas de gros moyens. Employés, ouvriers, ils ont des revenus modestes et l'achat du terrain grève déjà lourdement leur budget. Beaucoup bâtissent eux-mêmes leur habitation. Le terrain est tout de suite équipé d'une cabane de jardin et cultivé en potager. Faire pousser ses propres légumes est à la fois un plaisir et une économie pour ces Parisiens qui viennent chaque dimanche prendre l'air et commencer les travaux de l'habitation principale. Souvent très simple, comme en témoignent les premières déclarations de travaux, celle-ci s'agrandira au fur et à mesure des besoins et des moyens.



Carte postale représentant la rue de la République sur le plateau

Lorsque la famille s'installe enfin, le confort est souvent rudimentaire. Les rues ne sont pas empierrées, pas de gaz, d'électricité, ni même d'eau, il faut aller au puits.

Ces nouveaux « banlieusards », comme on commence à les appeler sont également surnommés les « mal-lotis », mais aucun ne regrette les efforts consentis pour être enfin « chez soi ».

▮ La naissance d'un nouveau quartier

La création des lotissements entraîne un accroissement considérable de la population : de 1 893 habitants en 1923, Savigny passe à environ 7000 à 8000 en 1927.

Il faut éduquer, nourrir, soigner ces Saviniens nouvellement arrivés. D'où la nécessité de construire des équipements publics (écoles, marché, église) dans les quartiers qui émergent, éloignés du centre ancien.

Grâce à ces nouveaux équipements, une vraie vie de quartier va pouvoir naître.

Dès la création des lotissements, la municipalité réserve donc des terrains pour les besoins de la collectivité.

Monsieur Serres, alors propriétaire du château de Grand-Vaux, souhaite faire prospérer ses affaires en transformant en lotissement les terres qu'il possède en haut de Savigny. Mais, très bien situés au centre des nombreux lotissements qui fleurissent sur le plateau, ces terrains retiennent l'attention de la municipalité. En 1925, après de nombreuses négociations pour un achat aux meilleures conditions, la commune obtient de Monsieur Serres un ensemble de lots au lieu-dit « l'Avenir de Savigny ». Elle va pouvoir y construire les bâtiments publics.

✓ Les écoles

Le groupe scolaire Jules Ferry est le premier équipement construit. En 1927, on évalue à 970 les enfants en âge scolaire, alors qu'il n'existe que 3 classes à l'école des garçons et 4 à celle des filles. Le problème est repoussé provisoirement avec l'aménagement de 2 classes dans les locaux vides de la ferme de Champagne, prêtés par les propriétaires. L'Etat et le département sont sollicités pour subventionner la construction d'un groupe scolaire sur le plateau. A son ouverture en 1929, les 10 classes sont déjà insuffisantes.



✓ L'église Sainte Thérèse

L'abbé Deutsch, curé de Savigny, s'inquiétant de voir les nouveaux Saviniens trop éloignés de l'église Saint-Martin, obtient de Madame Serres qu'elle cède un terrain à l'évêché. Une baraque en bois sert tout d'abord de chapelle. L'église, dont la première pierre est bénie le 1^{er} avril 1928, sera construite en plusieurs étapes. Bâtiment simple en 1928, il sera agrandi en 1939, pourvu d'un clocher en 1941, orné d'une fresque en 1942 et enfin de vitraux en 1943.

✓ L'approvisionnement

Le marché du Plateau est créé en 1930. Il est ouvert les jeudi matin et samedi après-midi, en complément du marché de la place Davout. Considéré par la municipalité comme « présentant un caractère d'utilité publique pour les habitants du Plateau », il offre également aux producteurs locaux un second lieu de vente.



✓ Les sports

La pratique du sport se démocratise après la Seconde Guerre mondiale. Savigny n'est pas en reste : au début des années 50, un premier terrain de sports est aménagé entre l'avenue de Paris et la rue Gay Lussac. Il fait la fierté de la municipalité, satisfaite de proposer à ses concitoyens un maximum d'équipements modernes.

D'autres besoins doivent également être satisfaits. Ainsi, il devient nécessaire de créer un nouveau cimetière. Ce sera fait en 1926 avec l'ouverture du cimetière de Champagne. Le préfet reçoit des demandes répétées pour l'ouverture d'un bureau de tabac sur le plateau. D'autre part, la municipalité engage des pourparlers avec la « Lyonnaise des eaux et de l'éclairage » pour étendre le réseau d'eau aux lotissements, ce qui n'est accordé qu'en 1928.

▮ De l'après-guerre aux années 80, une urbanisation galopante

Après-guerre, une nouvelle crise du logement se dessine à Paris. Mais la banlieue est déjà bien urbanisée.

Le manque de place entraîne l'apparition de programmes de logements collectifs. Souvent destinés à des ménages modestes, ce sont pour la plupart des logements sociaux construits par les sociétés de HLM (Habitation à Loyer Modéré). Ainsi se construisent sur le plateau les 3 bâtiments du « 111 », boulevard Aristide Briand et les 220 logements de la résidence des « Tilleuls » avenue Gay Lussac.



Carte postale représentant une vue aérienne du boulevard Aristide Briand, on peut voir le « 111 » en construction

✓ La population continue d'augmenter et les équipements publics de s'agrandir.

En plus de l'ajout de 10 classes dans le groupe scolaire Jules Ferry, d'autres écoles voient le jour sur le plateau : « Aristide Briand » en 1936, les maternelles « les Marguerites » en 1960-61 et « Champagne » en 1965.

En 1967, un nouveau parc des sports s'installe avenue de l'armée Leclerc. Plusieurs fois agrandi et complété de nouveaux bâtiments, il deviendra le pôle sportif le plus important de Savigny.

En 1968, un bureau de poste est construit rue des Chardonnerets, remplaçant le bureau de poste auxiliaire ouvert en 1929 route de Montlhéry (l'actuel boulevard Aristide Briand), chez l'herboriste faisant office de receveur.

► 1990, première restructuration du quartier

Les modes de vie changent : les femmes travaillent de plus en plus, la voiture est utilisée pour tous les déplacements, la qualité de l'environnement devient une préoccupation, surtout pour les citoyens. Pour compenser un quotidien trépidant, chacun aspire à une qualité de vie : des équipements de proximité, un cadre agréable.

A Savigny, beaucoup d'équipements publics sont encore situés dans le « bas », le quartier ancien. Pour éviter de voir se transformer le plateau en « banlieue dortoir », la municipalité, élue en 1983, entreprend de re-dynamiser le quartier Sainte-Thérèse-Jules Ferry.

A la fin des années 80, un projet de réaménagement global du cœur du quartier voit le jour. Son but : mettre en valeur les équipements publics par l'amélioration de l'espace environnant.

Un contrat régional est passé en 1990, en partenariat avec la région Ile-de-France, il permet de subventionner ce programme d'aménagement et d'équipement.

L'école maternelle est agrandie, le marché est redessiné.

La place du « 19 mars 1962 » est agrandie, embellie de plantations. De nombreuses places de parking sont créées.

► 2002, vers un centre urbain

En 2002, un autre contrat régional permet à la municipalité de poursuivre le projet de valorisation du quartier afin d'en faire le deuxième centre urbain de Savigny.

La quatrième crèche de Savigny est construite sur le plateau, sa conception multi-accueil est adaptée aux nouveaux besoins des familles dont les rythmes de travail ont évolué.

Parce que le temps accordé aux loisirs augmente, la nouvelle Maison de Quartier est conçue pour offrir un lieu de rencontres, d'échanges, d'activités.

L'espace public et la voirie sont réaménagés afin de concilier environnement, circulation automobile et accès facile aux commerces et aux équipements.

Derrière l'église, desservant les nouveaux bâtiments, les « Jardins Sainte-Thérèse » se veulent plus qu'une simple place : un espace agréable, où la nature a sa place, accessible à tous - y compris aux personnes à mobilité réduite - et conforme aux nouvelles conceptions environnementales.

Le clocher de l'église Sainte-Thérèse reste le point de repère du quartier.



1950-1960, Grand-Vaux, du château aux grands ensembles



Les grands ensembles immobiliers de Grand-Vaux et Grand-Val sont bâtis sur l'ancien domaine du château du même nom, propriété du comte Vigier, puis de l'industriel Ferdinand Serres. L'allée du Château et quelques rochers au pied des immeubles sont les seuls témoignages de ce que fut ce vaste domaine. Classé zone d'habitation en 1954, 1651 logements y seront construits entre 1961 et 1968.

1950, le tracé de la future autoroute sépare irrémédiablement le château de Grand-Vaux de son parc. En cette période de crise du logement, tout vaste terrain nu est une aubaine que les sociétés immobilières s'arrachent.

À cette époque, le domaine appartient à la Compagnie française d'aviation depuis la Libération. Dans un premier temps, le Conseil municipal envisage d'acquérir la partie située entre l'autoroute et Epinay pour y construire un groupe d'habitations afin d'éviter les spéculations qui ne manqueraient pas de se produire en cette période de pénurie de logements. Pourtant, 3 ans plus tard, en 1954, la situation n'a pas évolué. Deux acquéreurs potentiels demandent le classement en zone d'habitation en vue de la construction d'habitats collectifs. En contrepartie, ils cèderaient le château à la commune pour une somme symbolique. Mais en octobre 1955, les tractations entre vendeur et acheteurs sont toujours infructueuses, un procès est même en cours.

En septembre 1956, une Société Civile Immobilière dénommée « Résidence du parc de Grand-Vaux » soumet un projet de construction de 468 logements. La municipalité réserve sa réponse en souhaitant toujours recevoir le château aux mêmes conditions que précédemment.



► Le grand ensemble de Grand-Vaux

Parmi les projets soumis au Conseil municipal, quelques-uns tirent leur épingle du jeu. Ainsi le 6 mars 1957, le Conseil municipal donne son agrément à celui de la SEMICLE (Société d'économie mixte pour la construction de logements économiques) concernant la totalité du terrain au sud de l'autoroute : c'est l'acte de naissance du grand ensemble de Grand-Vaux.

Une partie des immeubles est en copropriété, l'autre (60%) est constituée de logements sociaux de type HLM. Ces années sont aussi celles du conflit algérien et il faut trouver où loger les Français rapatriés d'Afrique du Nord : 1/3 de la capacité d'accueil du futur ensemble leur sera réservé. Afin de relier le futur ensemble au reste de la commune, la décision est prise de créer un passage souterrain pour piétons sous l'autoroute.

La première tranche de 716 logements est achevée en 1962. Il faudra attendre 1968 pour la seconde (805 logements). Lors du Conseil municipal du 28 juin 1962, il est décidé de donner à la rue principale le nom de Henri Ouzilleau, résistant mort en déportation. Des noms de peintres sont choisis pour les autres voies.

Propriétaires ou locataires, les nouveaux habitants du quartier sont nombreux à apprécier le confort moderne de ces appartements tout neufs. Pensez ! Ils sont équipés du chauffage central et l'eau chaude coule au robinet ! Au début des années 60, c'est encore un luxe. L'ensemble immobilier se peuple rapidement, l'ambiance est villageoise. Les commerces sont nombreux autour du petit supermarché et, en septembre 1975, l'ouverture d'un marché couvert fait le bonheur de toutes les ménagères. Le Pré-aux-Houches, vaste carré de nature au bord de l'Yvette, où l'on voit encore paître vaches et chevaux, donne au quartier comme un air de campagne. Les enfants colonisent le parc, vestige du domaine, qui devient évidemment leur terrain de jeu favori.



Le grand ensemble de Grand-Vaux peu après sa construction : on peut encore voir les vaches paître dans le Pré-aux-Houches



Le centre commercial de Grand-Vaux dans les années 60-70

Mais si jouer dans le parc a du bon, il faut tout de même pour tous ces bambins rejoindre les bancs de l'école. La municipalité lance le projet de construction d'un groupe scolaire dont l'importance oblige à prévoir deux tranches de réalisation. La première, lancée en 1962, donne naissance au groupe scolaire Saint-Exupéry (26 classes élémentaires et 6 maternelles en 1971), la seconde, lancée en 1964, aboutit à la création du groupe scolaire Jean Mermoz (6 classes maternelles et 17 élémentaires devenues collège en 1966), agrandi en 1977-78.

A l'instar de l'école, différents aménagements se succèdent au fil du temps, des plus pratiques aux plus spirituels. En 1964, un passage sous l'autoroute A6 relie le grand ensemble au reste de la commune. Le 13 décembre 1964, c'est l'église Notre-Dame-d'Espérance, réalisée grâce à la volonté des habitants et construite par l'architecte de la résidence, que l'on consacre. Le Pré-aux-Houches est aménagé en 1976-1977.

Le vent tourne dans les années 80-90. Les bâtiments vieillissent doucement, le centre commercial est peu à peu déserté. Malgré tout, le quartier continue d'évoluer. Grâce aux contrats régionaux signés en 1990 et 1994, une crèche est ouverte en 1993, le centre de loisirs Charles Perrault, construit en 1984, est agrandi. Le programme « Ville avenir-prévention » permet d'autres réalisations : une maison de quartier voit le jour en 1998, un petit pont sur l'Yvette remplace celui datant de 1974 et un nouveau chemin piétonnier serpente dans le Pré-aux-Houches. En 2005, le nouveau gymnase David Douillet sort de terre, pour remplacer celui qui a brûlé trois ans plus tôt.

En 2011, la ville signe avec le bailleur social Coopération et Famille un protocole d'accord lançant une étude pour la rénovation du quartier. Signe des temps, c'est la notion « d'éco-quartier » qui oriente les travaux.

En 2014, le quartier est retenu parmi les 200 sites d'intérêt national pour intégrer le nouveau programme de rénovation urbaine. Le 23 septembre 2016, les élus et les représentants de l'Etat signent le « protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain du quartier de Grand-Vaux » ; de nouvelles perspectives de développement s'ouvrent pour le quartier.

4470 personnes habitent actuellement Grand-Vaux.

▮ Grand-Val

Toujours le 6 mars 1957, l'autre proposition de logements, sur la partie située au nord de l'autoroute, est, elle, déboutée par le Conseil municipal.

En 1958, la SCI « Résidence de Grand-Val » propose un projet de 130 logements pour la partie nord et demande l'autorisation de démolir le château. Si le syndicat d'initiative et quelques conseillers municipaux regrettent la démolition de cette partie de l'histoire de la ville, le maire leur oppose le manque de moyens financiers de la commune pour transformer le château en musée ou en mairie. Le projet de don à la commune est oublié depuis longtemps !

Le préfet donne l'autorisation de démolition en juin 1958, le bâtiment est détruit durant l'été. Ne restent que le portail et l'allée pour évoquer le passé. Le Conseil municipal ne proteste pas, se contentant d'insister sur le respect par le promoteur des conditions négociées : construction du passage pour piétons, participation à l'équipement scolaire, élargissement de la voie d'accès rue Vigier.

Ainsi en 1961, la résidence Grand-Val prend la place du château, tandis que, de l'autre côté de l'autoroute, les immeubles de Grand-Vaux colonisent le parc.



Spéculation foncière liée au déficit en logements de l'après-guerre et densification de l'habitat en banlieue avec l'apparition des grands ensembles condamnaient le domaine de Grand-Vaux, comme beaucoup de grandes propriétés autour de Paris, à plus ou moins long terme. Le passage de l'autoroute, en dévalorisant la propriété, n'a fait qu'accélérer le processus.

*D'après l'étude de Jean-Luc France-Barbou
« La difficile genèse de l'autoroute du sud (1934-1964) », éditions Presses des Ponts, 2010.*



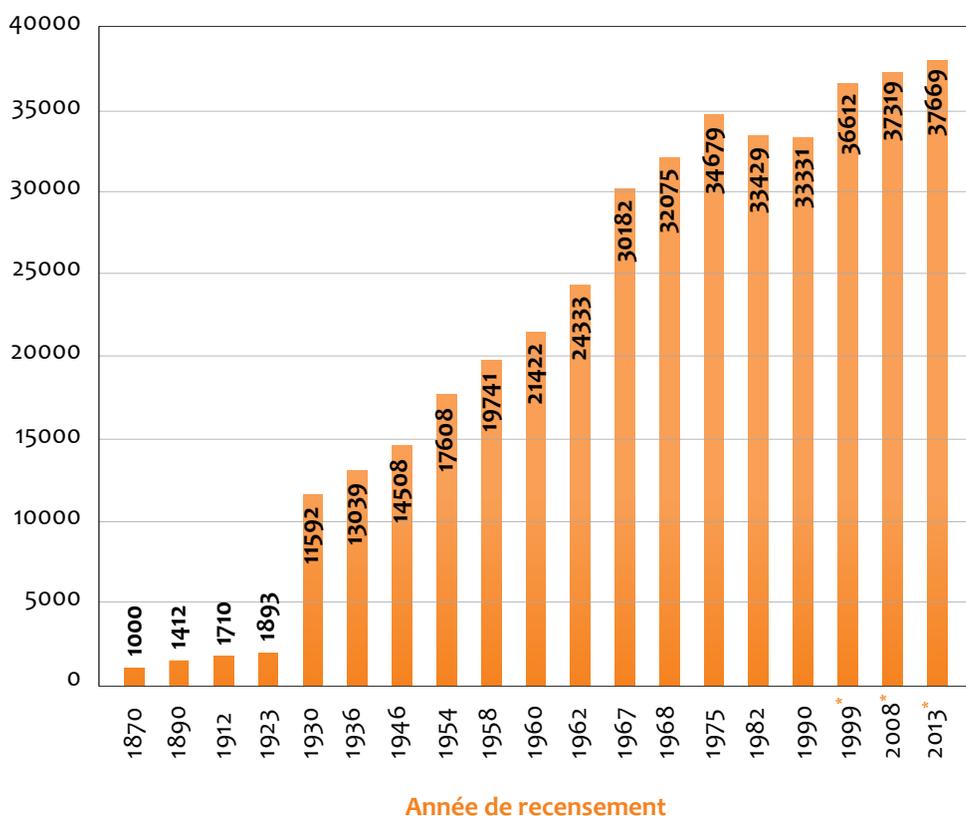
Evolution de la population



L'évolution de la population savinienne a connu deux étapes importantes : 1920-1930, et 1960-1970.

La première, la plus spectaculaire, causée par l'urbanisation des environs de Paris, a vu Savigny basculer de l'état de village rural à celui de ville englobée dans ce qui devient la « banlieue ». Les lotissements pavillonnaires couvrent les terrains du plateau et le nombre d'habitants est multiplié par 6.

La seconde est due à l'apparition des grands ensembles. 10 000 personnes peuplent Grand-Vaux, Grand-Val et les Prés-Saint-Martin.



* à partir de 1999 estimations, recensement partiels



Les Maires de Savigny-sur-Orge depuis 1789



Claude Magloire HENAULT.....	4 février 1790 > 13 novembre 1791
Charles Jacques MEZARD.....	13 novembre 1791 > 23 pluviôse 1795
Louis FONTAINE.....	23 pluviôse 1795 > 30 prairial 1800
Charles Pierre PETIT.....	30 prairial 1800 > 7 avril 1811
Antoine MILLET.....	7 avril 1811 > 5 août 1821
Edmé Victoire Hippolyte CURNOL.....	5 août 1821 > 31 mars 1822
Louis Nicolas DAVOUT.....	31 mars 1822 > 1 ^{er} juin 1823
<i>Prince d'ECKMUHL Duc d'AUERSTAEDT</i> <i>Maréchal d'EMPIRE Pair de FRANCE</i>	
Comte Achille Pierre Félix VIGIER.....	6 juillet 1823 > 6 novembre 1831
<i>Député</i>	
Louis Marie Frédéric BOURDEAU.....	6 novembre 1831 > 27 décembre 1835
Félix BUZOT.....	27 décembre 1835 > 10 juillet 1840
Jules Henri PETIT.....	19 juillet 1840 > 30 juillet 1843
Louis Napoléon DAVOUT.....	30 juillet 1843 > 23 août 1846
<i>Prince d'ECKMUHL Duc d'AUERSTAEDT</i>	
Jean Baptiste MOREL.....	23 août 1846 > 21 janvier 1847
Louis Jacques MEZARD.....	21 janvier 1847 > 6 mai 1860
Etienne Gabriel JOUSSET.....	6 mai 1860 > 21 septembre 1865
Charles Auguste LEGENDRE.....	21 septembre 1865 > 15 juillet 1869
Charles Antoine PETIT.....	15 juillet 1869 > 1 août 1872
Théophile BRIGAUDIN.....	1 août 1872 > 8 octobre 1876
Isidore Marin FIALON.....	8 octobre 1876 > 4 mai 1879
Louis Alexandre PERREAU.....	4 mai 1879 > 18 mai 1884
Etienne François DUCROCQ.....	18 mai 1884 > 20 mai 1888
Georges CLAUSS.....	20 mai 1888 > 17 mai 1896
Edmond MAZIER.....	17 mai 1896 > 21 janvier 1899
Edouard François FERRON.....	21 janvier 1899 > 17 mai 1925
Clément Prosper NOEL.....	17 mai 1925 > 17 mai 1929
René LEGROS.....	17 mai 1929 > 17 mai 1935
Jean JAMET.....	17 mai 1935 > septembre 1936
Raoul LEBON.....	23 octobre 1936 > 23 juin 1937

Henri POYET 23 juin 1937 > 13 janvier 1938
Commission administrative :
 Alfred GEOFFROY (Président)..... 13 janvier > 11 mars 1938
 Maurice JACQUET (Maire) 11 mars 1938 > 4 octobre 1939
Délégation spéciale :
 Auguste ANDRE (Président)..... 4 octobre 1939 > 6 mai 1941
 Auguste ANDRE (Maire)..... 6 mai 1941 > 25 août 1944
Comité local de libération :
 Maurice JACQUET (Président)..... 25 août 1944 > 24 septembre 1944
 Maurice JACQUET (Maire) 24 septembre 1944 > 4 mai 1945
 Tarsile SELLIER 4 mai 1945 > 24 octobre 1947
 René LEGROS 24 octobre 1947 > 24 mars 1959
 Michel OUZILLEAU 24 mars 1959 > 31 mars 1965
 Paul BONICI 31 mars 1965 > 27 mars 1971
 Raymond BROSSEAU 27 mars 1971 > 27 septembre 1980
Conseiller Général, Sénateur
 Michel BOCKELANDT..... 21 novembre 1980 > 15 mars 1983
Conseiller Général
 Jean MARSAUDON..... 15 mars 1983 > 18 septembre 2008
Conseiller Général, Député
 Laurence SPICHER-BERNIER..... 29 septembre 2008 > 30 mars 2014
 Eric MEHLHORN 6 avril 2014
*Conseiller Métropolitain,
 Vice-président du Conseil départemental*



Le patrimoine savinien



***L**e patrimoine n'est pas seulement constitué des monuments, mais également représenté par les bâtiments et les lieux quotidiens, publics ou privés, qui ont valeur de témoignages historiques ou culturels. Trait d'union entre le passé et l'avenir, la notion de patrimoine ne cesse de s'enrichir, dans une continuité qui fait des créations les plus récentes le patrimoine des générations à venir.*

Ainsi Savigny-sur-Orge a connu quatre mairies successives. De nombreux bâtiments d'écoles, dont certains ont depuis changé de fonction, ont été construits pour accueillir les petits Saviniens depuis que Jules Ferry a rendu l'instruction publique obligatoire. Du XI^{ème} au XX^{ème} siècle, trois églises se sont partagées la paroisse de Savigny.

Quelques belles propriétés saviniennes méritent d'être également découvertes, sans oublier de faire un petit détour par les rivières de l'Orge et de l'Yvette qui offrent un bien agréable patrimoine naturel.

« De la maison commune au centre administratif »

Les quatre mairies de Savigny-sur-Orge



1789 La Révolution substitue les communes aux paroisses comme divisions administratives de la France. Mais il n'existe pas encore de bâtiment officiel. La « maison commune » ne désigne que le lieu de réunion de la municipalité quel qu'il soit : église, maison du maire ou du notaire.

1834 La municipalité décide « d'avoir une salle publique communale » et de la placer dans la maison d'école située rue vieille (rue Charles Rossignol).

1847-48 La commune se porte acquéreur d'une maison située près de l'église. Elle y construit, avec l'aide de la maréchale Davout, un nouveau bâtiment contenant la mairie, l'école et le presbytère.

1883 Suite à la construction d'une nouvelle école avenue de la Gare (l'actuelle avenue Charles-de-Gaulle), la mairie s'agrandit dans les anciennes classes réaménagées.

1927-30 La municipalité fait l'acquisition des bâtiments de l'ancienne ferme Dorgère, avenue de la Gare, pour y installer une salle de réunion et certains services administratifs nouvellement créés.

1937 Projet de réunir l'ensemble des services municipaux dans l'ancienne ferme.

1940-42 Après des travaux d'agrandissement et d'amélioration de l'ensemble des bâtiments, tous les services administratifs communaux sont regroupés dans la nouvelle mairie.

1958-59 Etude d'un nouveau centre administratif pour résoudre le problème de manque de locaux.

1966 Le projet n'aboutit pas. Une annexe provisoire est construite avenue de la Gare.

1981 Construction de l'annexe des services techniques.

1997-99 Réalisation du nouveau centre administratif.



▮ Ecole « Ferdinand Buisson », école de garçons « du centre »

1880, l'école de garçons se révèle trop petite : une classe pour 70 à 75 enfants ! De plus, la perspective de devoir accueillir tous les garçons en âge scolaire en raison de la loi Ferry pousse la commune à engager la construction d'un nouveau bâtiment. Celui-ci est achevé en 1883.

Située à mi-pente au-dessus du village, voisine d'un parc, comprenant deux classes spacieuses et bien éclairées meublées de neuf, une vaste cour, deux logements

d'instituteurs et un jardin. C'est, de l'avis de l'instituteur en poste en 1899, l'école idéale. Ce n'est qu'en 1925, au début des lotissements, qu'on y ajoute une classe.

En 1926, la municipalité y fait installer l'éclairage électrique et surtout une « cantine », en fait un réfectoire avec « chaufferie » pour réchauffer les plats apportés par les enfants.

En 1929, le problème de l'accroissement de la population se fait de nouveau sentir : 65, 55 et 71 élèves dans chacune des trois classes. Une classe provisoire est installée en attendant un agrandissement de trois classes, toujours accompagnées des logements correspondants pour les instituteurs.

Un nouvel agrandissement de huit classes est réalisé entre 1957 et 1960.

En 1970, avec la mixité à l'école, les filles font leur entrée à « Ferdinand Buisson ».



▮ Groupe scolaire du plateau, « Jules Ferry »

1927 : le développement des lotissements sur le plateau bat son plein, la population de Savigny est passée de 1893 habitants en 1923 à environ 7 à 8000. On évalue à 970 les enfants en âge scolaire pour 7 classes existantes.

L'Etat et le département sont sollicités pour subventionner la construction d'un groupe scolaire sur le plateau. En attendant, le problème est repoussé provisoirement avec l'aménagement de 2 classes dans les locaux vides de la ferme de Champagne prêtés par les propriétaires. Construit en 1928, le groupe scolaire ouvre ses 10 classes en 1929.

Il s'avère hélas tout de suite trop petit et les agrandissements se succèdent entre 1930 et 1960.



▮ Ecole de filles « du centre » : « Paul Bert »

En 1930, la commune acquiert des terrains pour la future école des filles, les travaux suivent. A l'ouverture en 1933, elle possède 9 classes : les 4 transférées de l'école Joséphine auxquelles ont été ajoutées 5 nouvelles classes. L'école accueille les filles et les enfants des classes maternelles.

Comme pour l'ensemble des groupes scolaires de Savigny, l'augmentation de la population entraîne rapidement des problèmes de sureffectifs. En 1935, l'école possède 14 classes. En 1954, le bâtiment du réfectoire est surélevé pour y loger 3 classes, puis entre 1957 et 1960, l'école est de nouveau agrandie de 7 classes. C'est au début des années 1970 que l'école primaire deviendra un collège d'enseignement secondaire.



▮ Ecole « Aristide Briand »

L'école Jules Ferry se révélant très vite insuffisante pour répondre au problème de surpopulation scolaire, le projet d'un autre groupe scolaire sur le plateau naît très rapidement.

Le lieu est choisi en 1931 : avenue de Joyeuse. La décision de construire est prise en 1932.

La nouvelle école ouvre pour la rentrée de 1936 avec 12 classes.



▮ Ecole « Kennedy », le groupe scolaire des Rossays

Compte tenu d'un projet de groupe d'habitations dans le quartier des Rossays, la commune prévoit en 1961 la construction d'un groupe scolaire comprenant 25 classes – de la maternelle au collège d'enseignement général – et 8 logements d'instituteurs auxquels on ajoute un gymnase et deux plateaux d'évolution.

L'inauguration a lieu en 1963.



▮ Ecole « Saint Exupéry » à Grand-Vaux

En 1961, l'ensemble immobilier de Grand-Vaux se peuple. Pour faire face au nombre grandissant d'élèves, la municipalité lance le projet de construction d'un groupe scolaire. Avec 48 classes primaires, 12 classes de maternelles et 18 logements d'instituteurs, c'est le plus vaste de la commune. L'importance du projet oblige à prévoir deux tranches de réalisation. La première est lancée en 1962, la seconde en 1964.



En 1966, le Conseil municipal approuve la transformation des locaux de la deuxième tranche en collège d'enseignement secondaire : le Collège Jean Mermoz.

▮ Ecole des Gâtines « Louise Michel »

En 1967, la construction prochaine de 328 logements au lieu dit « les Gâtines » entraîne l'avant-projet de réalisation d'un groupe scolaire de 14 à 15 classes.

Ce n'est qu'en 1972, après de nombreuses démarches auprès de l'Etat, que le projet

de 12 classes sur deux niveaux est accepté mais les subventions ne sont accordées que pour 5 classes. Malgré tout, le projet est mené à bien : l'école ouvre ses portes le 1^{er} janvier 1973.



Eglises et cimetières de Savigny



▮ L'église Saint-Martin

De la chapelle seigneuriale à l'édifice actuel, l'église de Savigny a été de nombreuses fois remaniée, agrandie, restaurée. Il est assez difficile d'établir avec certitude les différentes étapes de sa construction. On peut malgré tout tenter d'en suivre les grandes lignes.

XI^e siècle : Construction de l'église ajointe à la demeure fortifiée des seigneurs du lieu.

XII^e siècle : Passée par diverses donations en la possession des moines clunisiens de Longpont, l'église est reconstruite dans le style roman qui caractérise leurs édifices. Témoin de cette construction, l'arc roman mis à jour en 1987 qui sépare actuellement la nef du chœur.

XIII^e siècle : Agrandissement du bâtiment avec la construction d'un bas-côté droit, et semble-t-il, transfert du chœur du côté du clocher. C'est de ce moment que doit dater la dissimulation des arcs romans sous des coffrages en forme d'ogives gothiques.

XV^e siècle : Reconstituée à la fin de la guerre de Cent Ans, elle est de nouveau consacrée.

XVI^e siècle : Installation de quatre cloches bénies le 19 mars 1587. Il est certain que le clocher a dû être modifié et consolidé pour les y installer. Trois d'entre elles durèrent deux siècles, jusqu'à la Révolution, et la quatrième, trois siècles, jusqu'en 1892.

XVIII^e siècle : Dans la première moitié du siècle, l'église est restaurée et agrandie, certainement à cause de l'augmentation de la population : un bas-côté gauche est ajouté dans le style de l'époque (piliers carrés et arcs en anses de panier). Cet agrandissement entraîne la suppression du cimetière situé autour de l'église ; le nouveau cimetière se situant désormais rue du Mail. Quant au clocher, il a été reconstruit (au moins sa partie supérieure) en 1779. A la Révolution, trois cloches furent réquisitionnées afin d'être fondues pour les besoins de l'armée.

XIX^e siècle : Beaucoup de modifications furent apportées, trois d'entre elles pour faire face au nombre croissant de paroissiens : vers 1840, allongement du portail d'entrée côté Nord avec création de plusieurs chapelles, puis construction d'une tribune et installation d'un petit orgue par John Abbey en 1848, enfin vers 1865, constructions de voûtes ogivales dans le bas-côté gauche « pour le rendre identique au bas-côté droit », pose de vitraux au fond du chœur, nouveaux autels. En 1892, la dernière cloche se cassa ; elle fut remplacée par deux cloches : une grosse baptisée Cécile Lucienne et une petite, Louise Joséphine.

XX^e siècle : Ce n'est qu'en cette fin de siècle, après quelques petits travaux d'entretien, qu'une restauration en profondeur fut entreprise. Elle permit de mettre à jour la partie la plus ancienne de l'édifice : l'arc roman du XII^e siècle, confirmant ainsi l'origine très ancienne de l'église.

D'après J.N. Laurenceau « L'Eglise St Martin de Savigny-sur-Orge ».

Publié dans le Bulletin de la Société Historique et Archéologique de Corbeil d'Etampes et du Hurepoix, N°1988

▮ L'église Sainte-Thérèse

Après la Première Guerre, le petit village rural qu'est encore Savigny-sur-Orge se transforme, comme l'ensemble de ce qui devient la « banlieue parisienne » avec le phénomène des lotissements. Les terrains du plateau délaissés par l'agriculture se couvrent de petites maisons et la population explose.

L'abbé Deutsch, curé de Savigny, s'inquiétant de voir les nouveaux Saviniens trop éloignés de l'église Saint-Martin, obtient de Madame Serres, épouse du propriétaire du domaine de Grand-Vaux et de terrains à Savigny, qu'une parcelle soit cédée à l'évêché. Une baraque en bois sert tout d'abord de chapelle. Elle se révèle vite trop petite. L'église qui lui succède sera construite en plusieurs étapes : la première pierre est bénie le 1^{er} avril 1928.

En 1931, la paroisse devient indépendante de Saint-Martin. Le presbytère et la sacristie sont construits en 1935. Le bâtiment datant de 1928 sera agrandi en 1939. Puis, en 1941, on construit un clocher carré pourvu d'une cloche, clocher faisant également office de porche d'entrée.

L'église est consacrée à Sainte-Thérèse le 20 octobre 1940, elle est entièrement décorée par les paroissiens : l'autel et la fresque du chœur en mosaïque par M. Maumejan en 1942, les statues de sainte Thérèse et de saint Joseph sont sculptées par M. Serraz et installées en 1944.

Les premiers vitraux, datant de 1943, très abîmés, sont remplacés en 1967 par des pavés de verre venant de l'abbaye de Saint-Benoît dans le Loiret. Dernier embellissement : l'orgue, créé par le facteur Delhumeau, installé en 1987.



▮ L'église Notre-Dame de l'Espérance à Grand-Vaux



En 1960, les projets de construction des ensembles de Grand-Val, puis de Grand-Vaux, prennent corps.

L'église Saint-Martin se révèle insuffisante pour accueillir la population à venir. Il est nécessaire d'envisager rapidement la construction d'un autre lieu de culte dans le nouveau quartier.

Le père Dufour, curé de la paroisse saint-Martin, s'entend avec la S.E.M.I.C.L.E., société immobilière propriétaire des terrains, pour l'obtention d'une parcelle au cœur de la nouvelle cité. 4200 m² sont ainsi cédés à l'Association diocésaine de Versailles pour y construire un lieu de culte « en harmonie avec les immeubles du grand ensemble ».

Le projet est donc logiquement confié à l'architecte de la cité, Monsieur Hébard, qui dessine pour la nouvelle église un bâtiment moderne. Avec ses lignes simples et ses ornements en façade figurant des arches et vitraux classiques, le projet s'inscrit totalement dans l'air du temps.

La première pierre est posée le 16 juin 1963 par l'évêque de Versailles, la première messe célébrée le 15 septembre 1964, et l'église consacrée par Monseigneur Renard le 13 décembre de la même année. La nouvelle église peut accueillir 500 personnes sur 500 m².

Les paroissiens se sont investis dans la réalisation de Notre-Dame d'Espérance : non seulement ce sont en majeure partie les dons de fidèles qui ont financé la construction du bâtiment mais plusieurs artistes saviniens ont bénévolement contribué à la décoration du bâtiment. Les vitraux ont ainsi été réalisés d'après une maquette de monsieur Lamarque, peintre. Bernard Augst, sculpteur, a dessiné les fonds baptismaux et offert le grand Christ en bois. Enfin, la statue de la Vierge est une œuvre de Madame Fayet-Leroy.

Pour les nombreux habitants de Grand-Vaux, posséder leur propre église concrétise la notion de quartier et représente un lieu de vie au même titre que l'école ou le centre commercial.

En 1972, le clocher accueillera trois cloches rapatriées d'Algérie, souvenir fort pour les nombreux rapatriés d'Afrique du Nord qui habitent alors Grand-Vaux.

▮ Les cimetières de Savigny



Plan cadastral, 1811,
section H parcelle 736,
lieudit le dessus du cimetière
(emplacement de l'actuel
numéro 36 de la rue du Mail)

✓ Près de l'église Saint-Martin jusqu'en 1736

Dans l'Antiquité, les cimetières sont placés hors des lieux d'habitation tant on redoute le voisinage des morts. Au Moyen-Age, sous l'influence de la religion catholique, les sépultures doivent être au plus près du lieu de culte : on enterre autour de l'église et, pour les personnages les plus importants, prêtres, nobles et seigneurs, à l'intérieur même de l'église. À Savigny, le cimetière entoure l'église Saint-Martin. Aussi est-il précisé sur le registre paroissial si l'inhumation a eu lieu dans le cimetière ou dans l'église, parfois même dans le chœur.

Longtemps, pour les plus pauvres, la majeure partie de la population, il n'y a pas de tombes individuelles mais des fosses communes. À Savigny, un de ces charniers, utilisé en cas d'épidémie, était situé sur l'actuelle rue Faidherbe qui, de ce fait, s'est longtemps appelée rue du Charnier.

Les tombeaux familiaux, forme « moderne » du cimetière, ne se généralisent qu'à la fin du XVII^e siècle.

✓ Rue du Mail de 1736 à 1833

En 1736, suite à des travaux de rénovation et d'agrandissement de l'église Saint-Martin, en particulier la construction d'un bas-côté, le cimetière doit être déplacé.

Le nouveau cimetière situé à côté du clos de M^{me} la veuve Beaulieu est béni, le 13 mai 1736, par l'abbé Gaultier, curé de la paroisse. Il accueillera les morts de la commune durant un siècle.



Extrait du registre des délibérations : bénédiction
d'un nouveau cimetière

✓ La Martinière depuis 1834

Jusqu'à la Révolution, les cimetières sont propriété de la paroisse et gérés par le conseil de fabrique (assemblée des paroissiens). La loi du 6 mai 1791 fait obligation aux communes d'avoir et d'entretenir leur cimetière. En mai 1832, le Conseil municipal se préoccupe de la création d'un nouveau cimetière. Suite à l'accroissement de la population de Savigny, le cimetière de la rue du Mail s'avère trop petit. De plus, depuis la fin du XVIII^{ème} siècle, on tend, pour des raisons d'hygiène, à placer les cimetières en dehors des villages. Après discussion quant au financement, un terrain situé sur le coteau est acheté par la commune au sieur Lanord en novembre 1832. À partir du 1^{er} janvier 1834, les inhumations ont lieu au nouveau cimetière de la Martinière, dont le règlement est adopté le 19 janvier de la même année.

En novembre 1859, un agrandissement s'avère nécessaire. À cette occasion, le Conseil municipal décide de vendre l'ancien cimetière de la rue du Mail. Le sous-préfet de Corbeil accorde son autorisation. Les familles qui le souhaitent pourront procéder au transfert des corps de l'ancien vers le nouveau cimetière. Il est précisé que « *L'acquéreur sera tenu, s'il découvrirait des ossements de les rassembler avec soin et d'en informer le maire qui les ferait transporter dans le nouveau cimetière avec tout le respect et la convenance dus aux morts.* » Cette parcelle, cadastrée H 736, est achetée en 1863 aux enchères publiques, par Isidore Fialon (pour l'anecdote, futur maire de Savigny), sauf une petite partie contenant les sépultures de sa famille acquise par Jules Henri Petit.

✓ Champagne depuis 1926

En 1920, l'accroissement considérable de population, découlant de la création des lotissements, entraîne de nouveaux besoins en équipements publics. Un nouveau cimetière en fait partie : le cimetière de Champagne est ouvert en 1926.



Quelques propriétés saviniennes



▮ Le château

Le château de Savigny-sur-Orge existe dès le Moyen-Age, sous forme d'un château féodal. A cette époque, les seigneurs de Savigny sont les vassaux de ceux de Mont-le-Héry (l'actuel Montlhéry) : un vaste réseau de souterrains relie les deux châteaux ; des vestiges se retrouvent encore dans la région d'Épinay et de Villemoisson.

C'est avec Etienne de Vesc (vers 1447 - 1501), personnage d'envergure nationale, que Savigny va faire une brillante entrée dans l'histoire.

Savigny-sur-Orge devient un important lieu de réunions mondaines. Pour recevoir dignement ses nobles hôtes, Etienne de Vesc décide de construire une véritable demeure seigneuriale. Encore aujourd'hui, le château conserve des aspects de cette demeure : douves larges et profondes remplies par l'eau de la rivière et un pont mais le donjon a disparu et de l'aspect intérieur, ne subsiste qu'une monumentale cheminée. Plusieurs propriétaires se succèdent après Etienne de Vesc. En 1621, le comte de Montrevel l'acquiert : c'est à lui que l'on doit la réalisation du parc. Le somptueux aménagement du château lui permet de recevoir les plus hauts représentants de la Cour de Louis XIV.

Ensuite c'est au tour du marquis de Vins. Madame de Sévigné, la célèbre marquise liée à la famille, effectue de nombreux séjours au château. Charles François de Vintimille en hérite à la disparition des derniers de Vins. C'est pendant cette période que brûle l'aile occidentale (entre 1723 - 1735) ; on peut dater de la même époque la construction de l'aile en pierres de taille.

Après le dernier des Vintimille, le château retrouve une nouvelle splendeur avec le maréchal Davout qui l'achète en 1802. Dès 1807, la propriété est un véritable chantier : reconstruction du vieux moulin Joppelin (1812), élévation du moulin Savigny à Morsang. En 1814, les travaux sont interrompus à cause des événements qui marquent la fin de l'Empire.



Après la mort de la maréchale (1868), le château connaît nombre de propriétaires, parmi lesquels Alexis Duparchy, talentueux ingénieur de travaux publics, et sera l'hôpital militaire N° 14 pendant la Grande Guerre.

Le 6 juin 1872, la Municipalité baptise l'ancienne place du Château place Davout. En 1948, le ministère de l'Education Nationale acquiert le château et y installe le lycée Corot. Grâce à une ingénieuse restauration, le château conserve sa fière allure. Bâtiments de cours et installations sportives occupent désormais le parc. Toute la partie au-delà de l'Orge est une cité HLM (la Cilof à Viry-Châtillon).

▮ Le domaine de Grand-Vaux

Au XIV^e siècle, le domaine s'intègre dans un vaste ensemble royal qui s'étend sur les deux rives de l'Yvette.

1475 : lorsque Etienne de Vesc devient seigneur de Savigny, Grand-vaux est constitué de deux domaines principaux : Le Vaux de Voise appartenant à Messire de la Boissière, l'autre à Alexis la Moissonne. Ce ne sont que champs et chaumières exploités par des fermiers dont les plus connus sont Jehan de la Huperay et les Chauvin.

Au XVI^e siècle, à l'emplacement des masures des Chauvin, s'élève un manoir qui prend le nom de Grand-Vaux.

1635 : le manoir, remplacé par une maison de maître, devient propriété du sieur Christophe Cadeau, riche marchand de draps de Paris.

1638 : Ferdinand de la Baulme, comte de Montrevel et seigneur de Savigny, acquéreur du fief de la Moissonne en fait don à son aumônier, Claude de Pradines.

1655 : Claude de Pradines cède le domaine aux bénédictins de Notre-Dame de Bonne Nouvelle d'Orléans. La famille Cadeau reste propriétaire de Grand-Vaux jusqu'en 1739. Le domaine passe en diverses mains, les parents du marquis de Sade entre autres, jusqu'au 15 juillet 1797, date à laquelle Pierre Vigier l'acquiert. Celui-ci est considéré comme le véritable fondateur du domaine de Grand-Vaux.



Ancien garçon de bains de l'établissement Poitevin, Pierre Vigier épouse la femme de son patron décédé et prend la direction de l'entreprise. Enrichi, Pierre Vigier achète à bas prix des biens nationaux. Il achète la maison de maître de Grand-Vaux, les terres des religieux de Notre-Dame d'Orléans ainsi que les petits domaines contigus. Le domaine a alors une superficie d'environ 10 hectares.

De 1800 à 1817, Pierre Vigier achète quantités de terres qui lui permettent d'agrandir son parc, de posséder des terrains de culture. Le domaine couvre 100 hectares.

16 septembre 1817, Pierre Vigier meurt à Paris. Il est inhumé dans un pavillon du parc, en bordure de la rue du Billoir. Son unique héritier est son fils naturel Achille Vigier (16 ans). A sa majorité, il prend en main l'administration de ses biens et conçoit le projet d'agrandir et de replanter le parc.

Le 5 août 1820, Achille Vigier épouse la fille du maréchal Davout, Joséphine.

De 1827 à 1831, le château remis à neuf devient une gentilhommière de conception simple comprenant un corps de bâtiment unique. La disposition intérieure comporte au rez-de-chaussée, vestibule, salle de billard, salle à manger, salon de compagnie, salon de musique, boudoir, bibliothèque et cabinet de travail ; un premier étage abrite les appartements des maîtres et la fameuse baignoire Vigier amenée dès le début par le père ; un second étage abrite les chambres du personnel et des amis de passage. Les artistes les plus habiles sont appelés pour la décoration.

Augmenté par Monsieur Vigier père, le parc est presque doublé par le fils. Le terrain descend en pente régulière, traversé par de larges allées, jusqu'au pont de l'Yvette et découvre une superbe vue sur la vallée, depuis Petit-Vaux jusqu'à Villemoisson.

De tous les châteaux de la région, Grand-Vaux est le mieux disposé et le plus beau.

Le baron Vigier, fils du second mariage du comte Vigier, époux de la célèbre cantatrice Sophie Cruwell dite Sophie Cruvelli, s'installe à Savigny. Il y meurt en 1882. La baronne survit jusqu'en 1907.

En 1905, le château change de propriétaire. C'est Monsieur Darlu, agent de change qui l'acquiert. Le 24 février 1916, en pleine guerre, un hôpital militaire y est installé.

Le domaine connaît un nouvel essor, après la guerre, avec son nouveau propriétaire, Ferdinand Serres, industriel. Il transforme l'intérieur en un véritable musée de l'Empire. Toutes les pièces rares sont dispersées lors d'une vente aux enchères en juin 1935.

Après la Libération, la Société Salmson achète le château et veut en faire une maison de repos et de vacances. En définitive, le domaine est vendu à une société immobilière qui fait raser le château, la commune en ayant refusé le don, et construit à la place deux immeubles : Grand-Val. Le parc, coupé du château par l'autoroute, est loti d'immeubles qui forment aujourd'hui la cité de Grand-Vaux.

▮ La ferme de Champagne

Champagne : paysage rural constitué de champs nus et ouverts, généralement sur un plateau calcaire recouvert de limon fertile.



Connue dès le XII^e siècle, cette exploitation agricole eu de nombreux propriétaires. De Gacé de Champagne, évêque de Laon, au maréchal Davout, son histoire se confond longtemps avec celle de la seigneurie de Savigny. Mais le nom qui reste attaché à la ferme de Champagne est incontestablement celui de la famille Petit. Cette dynastie d'agriculteurs exploita la ferme plus de 170 ans – de 1744

à 1916. Egalement maîtres de poste au relais de Fromenteau, les Petit se consacrèrent entièrement à l'exploitation agricole à partir du milieu du XIX^e siècle, lorsque le chemin de fer vint concurrencer la route.

Charles Petit, puis son fils Louis, feront de la ferme de Champagne une exploitation modèle, à la pointe du progrès, appliquant toutes les nouvelles techniques, innovant même – des premiers essais de labours avec une machine à vapeur tractant la charrue, au terrain d'aviation improvisé pour le décollage d'Emile Dubonnet participant à un concours d'aviation.

La réputation de Champagne est telle que le semencier Vilmorin s'y fournit en graines. Prix et médailles ont plusieurs fois récompensé leur succès. Leur plus belle réussite ? La distillerie de betterave à sucre, la première en France (1854) à produire de l'alcool à partir de la betterave en appliquant le procédé mis au point par Hugues Champonnois.

Mais lorsqu'en 1916, Louis Petit meurt à Verdun, ses enfants sont trop jeunes pour prendre sa suite. Vendue, la propriété accueille dès lors le centre de rééducation des victimes de guerre de « l'Union des colonies étrangères en France », dont l'objectif est la réadaptation professionnelle des mutilés. Le centre de Savigny est dédié aux métiers de l'agriculture.

Puis, entre 1926 et 1928, les locaux abritent des classes provisoires en attendant la construction de l'école Jules-Ferry.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, le ministère de la Justice acquiert la propriété de Champagne pour y installer un de ses centres d'observation pour l'éducation surveillée des mineurs délinquants. De 1945 à 1972, des milliers de jeunes passeront à la ferme de Champagne en vue d'une possible réinsertion.

Aujourd'hui, la ferme de Champagne accueille les services de la Protection judiciaire de la jeunesse et un centre fermé d'action éducative.

La famille Petit s'est toujours impliquée dans la vie locale. Plusieurs de ses membres ont siégé au Conseil municipal, et trois ont été maires de Savigny-sur-Orge : Charles-Pierre de 1800 à 1811, Jules-Henri de 1840 à 1843 et Charles-Antoine de 1869 à 1872.

▮ Le domaine de Courte-Rente

Construite au XVIII^e siècle, cette maison appartient à un bourgeois parisien, Marie-Nicolas Pigeon, avocat au Parlement de Paris sous Louis XVI et conseiller-secrétaire du roi. Le corps principal du logis, détruit en 1904, avait son entrée au 13 de la rue Chateaubriand. Le domaine de Courte-Rente doit sa renommée aux illustres personnages qui l'ont habité.

En 1801, Pauline de Beaumont, fille du comte de Montmorin, Ministre de Louis XVI, loue cette maison pour y abriter ses amours secrètes avec Chateaubriand. C'est là que l'écrivain romantique apporte la dernière touche à son célèbre ouvrage « Le Génie du Christianisme ». Joseph Joubert (1754-1824), moraliste, vient souvent leur rendre visite. C'est lui, ami des Vintimille, qui trouva cette location à Pauline de Beaumont, à qui il voue un amour platonique. Puis Jean-Baptiste Launay, fondateur de la colonne Vendôme, s'y installe avec sa famille.

En 1842, le domaine est coupé en deux par la voie ferrée. C'est dans la partie haute qui subsiste, au 39 rue de la Fontaine Blanche que vécut la descendance de l'éditeur Roret, gendre de Launay.

Après la construction d'immeubles rue Chateaubriand, seul le portail du domaine subsiste. Témoin du passé du quartier, il est remis en valeur en 2007 sur la place Monge.



L'Orge et l'Yvette, Savigny côté nature



► Au fil de l'Orge

La promenade des bords de l'Orge offre aux Saviniens une ambiance champêtre. L'Orge s'écoule paisiblement entre les pavillons de meulière et les quartiers récents. Au cours des siècles, elle a vu les anciens villages de ce petit coin d'Ile-de-France évoluer pour devenir les villes que nous connaissons aujourd'hui. Mais au cœur de ces espaces urbains, ses berges continuent d'offrir aux promeneurs un précieux brin de nature. Affluent de la rive gauche de la Seine, l'Orge prend sa source à Saint-Martin-de-Béthencourt, aux confins des Yvelines et de l'Essonne. Elle sillonne d'ouest en est le département de l'Essonne sur 50 kilomètres, avant de se diviser en deux bras qui se jettent chacun dans la Seine, à Athis-Mons et Viry-Châtillon. Ce cours a été profondément modifié par l'homme jusqu'au début du XX^e siècle, tout d'abord par la construction de nombreux moulins, puis pour limiter les dégâts liés aux crues. Au fil du temps, la ville et la rivière se sont imbriquées : l'Orge forme désormais la délimitation naturelle entre Savigny-sur-Orge et les communes de Villemoisson, Morsang-sur-Orge et Viry-Châtillon. L'entretien de l'Orge et de ses affluents a été réglementé pour la première fois par deux ordonnances du Roi Louis-Philippe en date des 20 juin 1844 et 7 décembre 1846. Aujourd'hui, le SIVOA (syndicat mixte regroupant en intercommunalité 33 communes riveraines) assure la gestion et l'entretien de la rivière dans sa partie inférieure, le SIVSO pour la vallée en amont d'Arpajon. Un réseau de chemins et de pistes cyclables, entretenu par le SIVOA, borde à présent la rivière. Une véritable aubaine dans notre banlieue urbanisée ! Longer les rives de l'Orge est ainsi une agréable façon de flâner dans Savigny-sur-Orge, en retrouvant une ambiance proche de celle du début du XX^e siècle, lorsque Savigny n'était encore qu'un village.



A l'époque, toute une vie anime les berges de notre rivière. Les pêcheurs y taquinaient un poisson abondant. De nombreux ponts ou passerelles permettent aux piétons comme aux charrettes de traverser facilement. Au carrefour des communes de Savigny, Morsang et Viry, un important réseau de bras secondaires, appelés *boëles*, forme un paysage lacustre. Le parc du château comme ceux des belles propriétés de la rue de Rossays, s'étendent jusqu'au bord de l'eau, où de petits embarcadères offrent la possibilité de promenades en barques. Aux beaux jours, on s'adonne aux joies du canotage et des pique-niques sur l'herbe. Les berges sont aussi ponctuées de nombreux lavoirs, qui

concurrentent la blanchisserie « de gros et de fin » de Narcisse Guillon. Les femmes viennent y laver le linge et échanger les derniers potins. Plus loin, l'Orge traverse les prairies où paissent les troupeaux de vaches des fermes saviniennes. À cette époque, la rivière pouvait aisément et sans dommage sortir de son lit lors des crues. De nos jours au contraire, l'Orge dans sa partie aval traverse une zone fortement urbanisée. Ce bétonnage intensif pose le problème de l'imperméabilité des sols, ce qui entraîne de très forts risques d'inondation. Il a donc fallu domestiquer la rivière : lorsque l'Orge grossit, elle est mise en retenue dans des bassins de rétention ou dans les prairies naturelles réaménagées à cet effet. Une fois la crue terminée, l'eau ainsi stockée retourne à la rivière grâce à un système de vannes.

Mais quand le débit de l'Orge ne cause pas de débordements, il peut rendre de grands services : ainsi, l'Orge a longtemps alimenté en énergie le moulin Joppelin, situé sur la rive de Viry mais dépendant du domaine du château de Savigny. Démoli en 1813, il est reconstruit et agrandi et prend le nom de moulin d'Eckmühl, en hommage à son propriétaire, le maréchal Davout. Il sera ensuite successivement transformé en brasserie, qui produit la bière de Savigny, puis reconverti en entreprise de peinture en 1930. Victime de l'urbanisation, il est finalement détruit en 1967 pour être remplacé par un ensemble immobilier. De même les *boëles* sont peu à peu comblées pour laisser place à de nouveaux quartiers. Ainsi modelée, l'Orge s'est finalement coulée dans le paysage urbain actuel tout en conservant une partie de son charme d'antan.



▮ L'Yvette

Longue de 39 kilomètres, grossie d'une vingtaine de petits rus, l'Yvette prend sa source dans la forêt de Rambouillet et traverse la vallée de Chevreuse avant de s'aventurer dans la banlieue plus urbanisée. Deuxième rivière de Savigny-sur-Orge, elle borde joliment le quartier de Grand-Vaux puis se jette dans l'Orge au carrefour des trois communes de Savigny, Epinay et Morsang-sur-Orge.

Comme pour l'Orge, ponts, passerelles, lavoirs, embarcadères, ont longtemps animé ses rives. En particulier la grosse entreprise qu'était le moulin de Petit-Vaux. Moulin à eau à la limite de Savigny et Epinay, ce grand bâtiment en meulière de cinq niveaux, exploité par la famille Chicoineau de 1871 à 1966, puis démoli en 1980, faisait partie du domaine de Grand-Vaux, propriété de la famille Vigier. Dernier pont jeté sur l'Yvette, la passerelle du Pré-aux-Houches est une invitation à flâner sur ses berges.



Les nécessités de l'urbanisation ont quelque peu bousculé l'Yvette, jusqu'à la faire sortir de son lit. Qui imaginerait en empruntant la départementale au pont des Trois Arches en direction de Sainte-Geneviève-des-Bois que l'on roule dans le lit de la rivière ? Si aujourd'hui, la double voie passe sous les deux arches de gauche et la rivière coule sous l'arche de droite, il n'en a pas toujours été ainsi. Au début du siècle, la rivière passait sous l'arche centrale du pont du « Chemin de fer d'Orléans ».

En 1945, est créé le Syndicat intercommunal pour l'aménagement hydraulique de la vallée de l'Yvette (SIAHVV), regroupant toutes les communes riveraines, dont Savigny. Ses missions sont à la fois techniques et environnementales. Si, il y a encore un demi-siècle, l'Yvette était considérée comme une des meilleures rivières à truites de la région, grâce à l'action du SIAHVV, elle reste un cours d'eau très « nature ». L'été, l'eau s'éclaircit, la végétation aquatique revit après le curage annuel. On y voit s'ébattre grenouilles, sangsues, alevins. Les hirondelles survolent la surface de l'eau à la recherche d'insectes à gober. Laissons-nous donc tenter par une balade au bord de l'eau et franchissons le petit pont de bois du Pré-aux-Houches...



Savigny, pages d'histoire



***H**istoire ou histoires ? Même si Savigny-sur-Orge n'est qu'une classique ville de banlieue parisienne, héritière d'un modeste village d'Ile-de-France, les histoires locales se mêlent à la grande Histoire et les événements saviniens sont le reflet de l'histoire du pays.*



Quelques dates



▮ 1790, élection du premier maire de Savigny-sur-Orge

Le 4 février 1790, conformément à la loi, il est procédé à l'élection du premier Maire de Savigny. Cette élection est organisée par le curé, dans l'église, après la messe – il n'y a pas encore de bâtiment municipal, l'église est toujours le lieu des réunions publiques, le centre du village, la « maison commune ». Claude Magloire Henault est élu.

Le sieur Henault, bourgeois de Paris, y demeure rue Saint-Jacques mais possède une maison de campagne à Savigny. Malade, souvent retenu à Paris pour ses affaires, il démissionne dès le 26 février. C'est compter sans les Saviniens qui ne veulent pas choisir un autre maire et insistent, allant jusqu'à envoyer une requête à l'Assemblée Nationale. Les Saviniens ont choisi pour les représenter une personne sachant lire, écrire et familière des affaires de l'administration. Claude Magloire Henault cède enfin aux « instances réitérées » qui lui sont faites. Les officiers municipaux, notables et habitants s'étant engagés à le soulager au maximum dans sa charge, il accepte la fonction qui lui est confiée. Il assurera finalement sa fonction jusqu'au renouvellement de la municipalité le 13 novembre 1791, conformément à la loi. C'est un de ses adjoints, Charles Jacques Mézard, vigneron, qui lui succède.

✓ 38 maires à Savigny-sur-Orge

Trente-sept maires succéderont à Claude Magloire Henault.

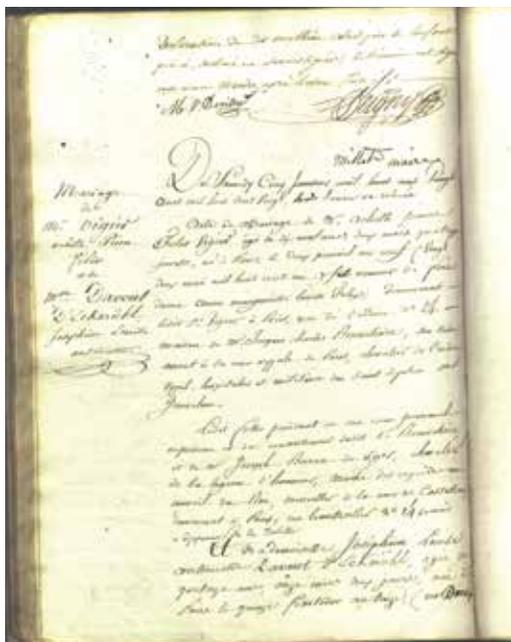
Si certains n'ont occupé la fonction que quelques mois, le record de longévité est détenu par Edouard Ferron, premier magistrat de Savigny-sur-Orge du 21 janvier 1899 au 17 mai 1925.

▮ 1820, un mariage princier

5 août 1820, le maréchal Davout, ancien officier de Napoléon I^{er} et propriétaire du château de Savigny, marie sa fille Joséphine au jeune Achille Vigier, fils du propriétaire du château de Grand-Vaux. A cette occasion, de grandes figures de l'épopée napoléonienne se retrouvent à Savigny. Le Premier Empire resurgit pour une journée.

Le mariage est enregistré sur le registre d'état civil de la commune. Exceptionnellement, pour honorer les invités prestigieux qui assistent à la cérémonie, parents et amis contresignent l'acte à la suite des époux et des témoins.

On retrouve ainsi les signatures de la famille de la mariée, ses parents car elle est mineure mais aussi ses frères et sœurs, sa grand-mère, et de nombreux amis de ses parents : le maréchal Suchet, duc d'Albufera, les généraux Friant, Sébastiani, le colonel de Trobriand, aide de camp du maréchal, la duchesse de Rovigo, épouse du général Savary, Madame Campan, directrice du pensionnat de jeunes filles où fut éduquée la maréchale Davout, et même James Gordon, précepteur des enfants Davout.



Enfin, en bas de page, le maire Antoine Millet appose sa signature pour clore l'acte.

1844, le chemin de fer, une ligne de vie pour Savigny

L'année 2010 a vu la naissance du projet du Grand Paris, qui doit permettre la création de 800 000 à 1 million d'emplois sur les deux prochaines décennies. Et pour faire face à cet afflux d'actifs, de nouveaux réseaux de transports sont envisagés. En effet, de tout temps, les transports ont participé au développement économique.

C'est déjà vrai au milieu du XIX^e siècle, lors de la création de la ligne Paris-Orléans. Pourtant, tout ne commence pas sous les meilleurs auspices. Rues coupées, chemins défoncés, rivière détournée... le chantier est un véritable cataclysme qui s'abat sur Savigny. En avril 1841, pas moins de 18 points de discorde opposent la municipalité à la Société du chemin de fer ! Les bouleversements matériels sont si importants et urgents que seul le dernier point soulève la question d'un éventuel arrêt à Savigny. La maréchale Davout, propriétaire du château, use de son influence et, en mai 1844, un arrêt « provisoire » est accordé à la commune. La maréchale offre aussitôt un terrain pour y construire le bâtiment qui matérialise la station. Les trains de la ligne reliant Paris à Orléans, inaugurée en mai 1843, s'y arrêtent désormais matin et soir. Le progrès est arrivé à Savigny !

L'intérêt du chemin de fer est immédiatement reconnu. Dès novembre 1844, l'une des raisons invoquées par la municipalité pour que le bureau de poste de Fromenteau, alors situé près de la grande route à Juvisy, soit déplacé à Savigny, est que « *le service des dépêches pourra être fait par le chemin de fer d'Orléans qui même en hiver s'arrête trois fois par jour à Savigny.* » En 1847, l'arrêt accordé provisoirement à la ville de Savigny devient définitif. Une gare « en dur » est alors construite et une gare de marchandises voit le jour en 1888. En raison de l'augmentation du trafic - déjà -, les voies sont doublées en 1903, ce qui entraîne la démolition de la gare et la reconstruction d'un nouveau bâtiment : celui toujours en fonction de nos jours, qui arbore sur son fronton la frise de mosaïque « Chemin de fer d'Orléans ».



Au début du XX^e siècle, c'est par la gare de Savigny que les Parisiens viennent en masse assister aux débuts de l'aviation à l'aérodrome de Port-Aviation. Car celui-ci est situé à Viry-Châtillon... qui n'est pas desservie par le chemin de fer. Ce sont donc les commerçants de Savigny qui voient leur chiffre d'affaire augmenter grâce au passage des « touristes ».

Et le chemin de fer prend encore plus d'importance dans les années 1930, lorsque les lois sociales d'accession à la propriété permettent à la modeste classe ouvrière parisienne de devenir propriétaire d'un petit « chez-soi » extra-muros. Dans un rayon de 20 km autour de Paris, les lotissements poussent sur les anciennes terres agricoles. Les communes desservies par le train se trouvent favorisées. C'est le cas de Savigny qui, de simple village, se transforme progressivement en ville : les terrains du Plateau et de Champagne se couvrent de maisonnettes et « l'avenue de la Gare » voit passer matin et soir les nouveaux Saviniens. Très régulièrement, en 1928, 1930, 1933, 1939, 1946, 1950..., le Conseil municipal sollicite la Compagnie du chemin de fer puis la SNCF pour que les conditions des voyageurs soient améliorées : doublement des trains aux heures d'affluence, modification des horaires, abonnement « ouvrier » et même protestation contre les hausses de tarifs ! Des vœux qui, pour la plupart, restent sans suite.

Pourtant, si en 1952 on ne comptait que 6 trains reliant Savigny à Paris le matin et le soir, ils sont aujourd'hui près de 200 par jour – en moyenne un toutes les 15 minutes – et 539 000 voyageurs empruntent la ligne C du RER chaque jour.

La ligne est électrifiée en 1907



En 1909 déjà, la question des horaires de pointe pose problème. Et le Conseil municipal défend avec vigueur les intérêts de ses administrés !

« Le Conseil municipal, considère que, dans l'horaire mis en vigueur le 1er juillet 1909, la Compagnie d'Orléans n'a pas tenu compte de nombreuses réclamations et notamment de la délibération du Conseil municipal de Savigny-sur-Orge en date du 10 août 1908 tendant à ce que le service des trains du matin soit organisé de manière à ce que les ouvriers et employés commençant leur travail à 8 h ne soient pas obligés de prendre le train 206 passant à Savigny à 6h11 du matin, mais que le train qui part à 7h11 parte à 6h55 du matin. »

Registre des délibérations, 3 avril 1909

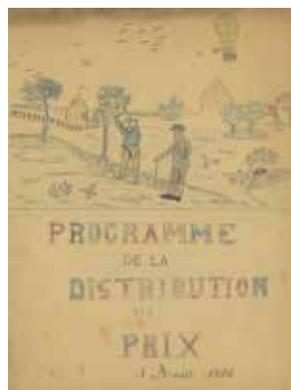
1882, la ville encourage ses écoliers ou la participation des communes aux frais de scolarité

Avant Jules Ferry et ses lois sur l'éducation, l'enseignement n'est pas public et, surtout, pas gratuit. Ce sont les paroisses ou les communes, conscientes de l'importance de l'instruction des enfants, qui prennent en charge l'organisation de la scolarité. La salle de classe est le plus souvent mise à disposition par la commune mais les enseignants vivent de la rétribution versée par les parents de leurs élèves. Seules les familles aisées peuvent donc envoyer leurs enfants à l'école. Cependant, de nombreuses municipalités ont devancé les réformes égalitaires de Ferry : ayant à cœur d'aider les plus nécessiteux, elles prennent en charge les frais de scolarité des enfants « indigents ». Ainsi, le 29 novembre 1866, le Conseil municipal de Savigny-sur-Orge approuve la liste des enfants pauvres admis gratuitement à l'école, liste établie conjointement par le maire et le curé. La ville versera à l'instituteur les indemnités correspondantes. De même, la commune, ainsi que de généreux bienfaiteurs et le curé lui-même, participent à la rétribution de l'instituteur « pour lui faire une gratification raisonnable et qu'il puisse vivre dans son poste », sans que les frais de scolarité ne pèsent trop lourd sur le budget des familles.

Par les lois de 1881 et 1882, l'instruction devient gratuite et obligatoire. De nouveau, les communes favorisent par tous les moyens le développement de l'instruction : ainsi dès 1881, la municipalité de Savigny-sur-Orge étudie le projet d'une nouvelle école de garçons en vue de la future loi sur l'obligation scolaire. Le projet abouti en 1882-83, avec la construction de l'école Ferdinand Buisson.

Une deuxième classe de filles voit également le jour en 1883. Les classes sont non seulement meublées et pourvues de tout le matériel nécessaire à l'enseignement, mais la commune fournit également les livres scolaires. Toutefois, demeure le problème des fournitures scolaires, dont le coût est lourd pour certaines familles. Dès 1882, la commune de Savigny prend donc la décision de rembourser les frais de fournitures scolaires engagés pour les élèves issus des foyers les plus pauvres. En février 1900, le Conseil municipal accepte le principe de la gratuité des fournitures pour tous les élèves sans distinction, contribuant ainsi à favoriser l'accès à l'éducation. Les petits Saviniens n'ont depuis que le plaisir de choisir un cartable à leur goût pour y ranger tout le matériel fourni par la ville le jour de la rentrée.

En 1846, 88 garçons fréquentent l'école de Savigny. Ils sont 92 en 1890 après les lois Ferry. On remarque que les effectifs sont restés stables : en effet la prise en charge des enfants pauvres par la commune permettait déjà à l'ensemble des garçons en âge scolaire de fréquenter l'école. En revanche, l'éducation des filles était loin d'être jugée importante. Les fillettes de Savigny ont eu la chance de bénéficier de la générosité de la Maréchale Davout qui prit en charge la construction d'une école qui leur était réservée : l'école Joséphine ouvrit en 1847 et fut utilisée jusqu'en 1932. À la rentrée 2016, ce sont 3 822 petits Saviniens qui ont pris le chemin de l'école.



► 1900, Savigny-sur-Orge à l'Exposition universelle...

Les grandes manifestations internationales ont quelquefois des conséquences locales insoupçonnées. C'est ainsi que l'exposition universelle de Paris en 1900 a donné lieu, dans toute la France, à la rédaction par les instituteurs des « monographies communales ».

Dans le cadre de l'exposition du ministère de l'Instruction Publique lors de l'Exposition universelle de 1900, le ministre demanda en effet à chaque directeur d'école de rédiger une notice sur sa commune. Réalisées selon un plan prédéfini, ces monographies présentent la situation géographique et économique de la commune, une esquisse historique ainsi qu'une présentation de l'enseignement.

Soigneusement reliés en gros *in-folio* – 37 registres pour le seul département de Seine-et-Oise – ces travaux reçurent le Grand Prix du jury, la plus haute récompense de l'Exposition. Distinction méritée pour cette œuvre collective qui établit une photographie des villages français et dresse un état de l'enseignement primaire à l'aube du XX^e siècle.



Auguste Pacifique Vadier, instituteur à l'école des garçons (future école Ferdinand Buisson), a rédigé de sa belle écriture de maître d'école 38 pages sur Savigny, illustrées de cartes postales, aquarelles et plans du village et des écoles : 16 pages consacrées à la présentation de ce bourg de 1692 habitants et 22 pages sur l'instruction publique à

Savigny. S'appuyant sur les archives communales et les délibérations, l'instituteur y détaille l'histoire de l'enseignement dans sa commune depuis la création d'une école gratuite par le curé Joly au début du XVIII^e siècle, le recrutement des maîtres et l'évolution des matières enseignées. Il décrit l'ancienne maison d'école située Vieille rue, « insalubre et dangereuse pour la santé », puis se réjouit, après l'école de la rue de l'Eglise, de pouvoir enseigner dans un nouveau bâtiment, construit en 1883, qu'il décrit avec enthousiasme comme l'école idéale : « l'implantation ne pouvait être mieux choisie », « aucun bruit venant du dehors ne vient troubler l'attention », « les classes sont vastes et bien aérées »... Il insiste également sur les bons résultats obtenus par ses élèves aux examens et sur le système disciplinaire qu'il a instauré.

En 1903, après 36 années de bons et loyaux services, Auguste Vadier, décoré en 1898 des palmes académiques, prendra une retraite bien méritée. Le Conseil municipal, « considérant la valeur de cet instituteur dévoué et consciencieux », qui « en 10 ans a obtenu 109 certificats d'études et placé Savigny au premier rang des écoles du canton », sollicitera pour lui la rosette d'officier de l'instruction publique.

Un instituteur visionnaire

« Avenir possible de la commune.

À mon humble avis, le bourg de Savigny-sur-Orge peut encore s'accroître, car d'assez nombreuses maisons se construisent chaque année dans la partie élevée du village. La proximité de Paris, les communications faciles, la beauté du pays y attireront probablement de nouveaux habitants, et alors, le commerce local prendra plus d'extension. »

Savigny-sur-Orge, 23 août 1899

Le système disciplinaire du maître Vadier

« Comptabilité morale »

Chaque samedi, à la fin de la classe du soir, a lieu un petit examen de conscience. L'instituteur passe en revue les principaux faits de la semaine ; il distribue aux uns les éloges qu'ils ont mérités, aux autres le blâme qu'ils ont encouru. Il encourage, avertit et fait ses recommandations. Une note spéciale, pour travail et bonne conduite, est alors inscrite à l'actif de chaque élève. »

► 1903, une nouvelle gare à Savigny-sur-Orge

Première grande ligne ferroviaire au départ de Paris, le Chemin de fer du Paris-Orléans est inauguré le 2 mai 1843. Dès 1844, la ligne dessert Savigny, l'arrêt est officialisé aux yeux de tous par le bâtiment de la gare.

En 1871, un projet de chemin de fer de « circonvallation » voit le jour dans le département de Seine-et-Oise. Cette ligne de Grande Ceinture de Paris est déclarée d'utilité publique en août 1875. Dès 1877, la première section est mise en service de Nogent-Le-Perreux à Versailles, empruntant la ligne du Paris-Orléans de Juvisy à Savigny-sur-Orge. De là, un embranchement suit un second tracé vers Versailles-Chantiers en passant à hauteur de Grand-Vaux. Des trains y circulent dès juillet 1877 mais la grande boucle de Savigny-sur-Orge à Versailles-Chantiers n'est mise en service qu'en 1883.

En 1888, la gare de marchandises est construite, prouvant que le transport des biens, comme celui des personnes, est en plein développement. Pour faire face à l'explosion du trafic, douze nouveaux arrêts sont créés sur la ligne.

Dès 1900, un projet de doublement des voies est à l'étude et se concrétise en 1903. L'élargissement de l'emprise des voies a des conséquences sur la voirie : les ponts sur ou sous les voies sont agrandis ou reconstruits, le passage à niveau entre la rue de la gare et la place est supprimé, remplacé par un tunnel creusé sous les voies. Ces travaux bouleversent le paysage de Savigny aux abords de la gare. Gare qui elle-même doit être démolie pour laisser place aux voies. Un autre bâtiment est reconstruit, celui que nous fréquentons encore aujourd'hui, immuable dans notre environnement urbain.

La petite place dégagée devant le bâtiment sera plusieurs fois réaménagée, accueillant les voitures hippomobiles qui desservent la ville, puis les autobus, les taxis, pour être enfin rendue aux piétons et aux fleurs.



▮ 1909, Savigny-sur-Orge et Port-Aviation

Le 23 mai 1909, la gare de Savigny connaît une affluence inaccoutumée : les Parisiens se pressent pour assister à l'inauguration du premier aérodrome organisé au monde, Port-Aviation. Situé en limite de Savigny, sur la commune de Viry-Châtillon, il est l'œuvre de la Société d'encouragement à l'aviation créée en 1908. L'aviation n'en est qu'à ses balbutiements mais déjà les possibilités offertes par ces nouvelles techniques enthousiasment. Les pionniers ont besoin d'un terrain adapté et réservé à leurs essais. Protégé des vents car en val d'Orge, proche de Paris, bien desservi par les gares de Savigny et Juvisy, le terrain de Port-Aviation, équipé de hangars, tribunes, ateliers... deviendra rapidement le théâtre de nombreux exploits et de multiples manifestations attirant des foules énormes.

Tout au long de l'année 1909, les manifestations se succèdent, avec pour point d'orgue, la grande quinzaine de Port-Aviation organisée du 7 au 21 octobre, au cours de laquelle, entre autres exploits, le comte Lambert, parti de Port-Aviation sur un biplan Wright, vole jusqu'à la Tour Eiffel avant de revenir triomphalement atterrir à Viry-Châtillon.

Les villes environnantes, et Savigny tout particulièrement, profitent largement des retombées économiques de telles manifestations. Sollicitée en août 1909 par la Société d'Encouragement à l'Aviation pour offrir un prix lors de la « grande quinzaine », la commune, prudente, décide de lancer une souscription auprès des commerçants. Devant leur enthousiasme – 349 Francs récoltés en 5 jours – le Conseil municipal décide d'y ajouter 151 Francs pour offrir un prix dénommé « prix de la commune et des commerçants de Savigny-sur-Orge » d'un montant de 500 Francs.

Le succès est au rendez-vous, On comptera 150 000 spectateurs... et de multiples incidents pour la Compagnie des Chemins de fer français, incapable de faire face à une telle affluence. Ainsi donc, en 1911, la commune de Savigny, reconnaissant que ces fêtes amènent un public nombreux qui profite largement aux commerçants saviniens, offre-t-elle volontiers 100 Francs pour augmenter la somme offerte au gagnant du « prix de la hauteur ».

De « sport pour visionnaires intrépides », l'aviation devient une affaire sérieuse. Constructeurs et aéro-clubs s'installent à Port-Aviation.

En 1912, peut-être sensibilisée par sa proximité avec l'aérodrome, Savigny-sur-Orge participe au grand élan de progrès lancé par le syndicat de la presse concernant « l'organisation d'une flotte aérienne nationale assurant au pays le premier rang dans le monde pour l'aviation ». Le Conseil municipal vote à l'unanimité, le 24 février 1912, une subvention de 25 Francs et décide en avril suivant d'ouvrir une souscription communale qui viendra grossir la souscription départementale dans le but d'acheter des avions militaires pour « maintenir la supériorité française et augmenter dans de grandes proportions le nombre des avions militaires ». L'ombre de la guerre se profile.

En effet, après avoir été le théâtre de records fameux et de prouesses techniques, Port-Aviation, un peu délaissé, reprend du service durant la Première Guerre mondiale en accueillant des écoles de pilotage pour les armées britannique, française et belge. Près de 600 pilotes français y seront formés par l'école Caudron G3, à raison d'une vingtaine par mois, entre octobre 1915 et décembre 1917.

Mais à la fin de la guerre, alors que l'aviation prend une dimension commerciale, le terrain de Port-Aviation, trop petit et trop enclavé, est abandonné au profit du plateau d'Orly.



Pierre Verrier, un pilote savignien

Fils d'un cafetier de la Grand rue, né en 1890, il passa son brevet de pilote au début de 1911. Employé dans l'entreprise des frères Voisin, il participa à de nombreux meetings, et en particulier aux manifestations organisées à Port-Aviation.

1910, La crue du siècle à Savigny

Janvier 1910. Après un début d'hiver particulièrement pluvieux, le Bassin parisien connaît des chutes de neige abondantes puis de nouvelles pluies torrentielles. Le sol est saturé d'eau. Le 21 janvier, le niveau de la Seine et de ses affluents commence à monter. En 10 jours, le niveau au point de repère du pont d'Austerlitz à Paris passe de 3,20 m à 8,60 m, maximum atteint le 28 janvier. Paris et sa banlieue sont noyés.

L'Orge et l'Yvette sortent également de leur lit et inondent les villages riverains. Savigny, par sa situation légèrement surélevée, est moins touchée que ses voisins ; seuls 7 bâtiments, tous situés dans la prairie Saint-Martin, sont touchés. Deux blanchisseries, la petite usine hydraulique de la commune et la maison du mécanicien des eaux ainsi que quatre habitations sont submergées par 1,30 m d'eau. Les dégâts sont conséquents : passerelles emportées, fondations fragilisées, mobilier abimé, charbon et réserves noyés. Buanderies, chaudières et fourneaux des blanchisseurs sont inutilisables tout comme le moteur de l'usine des eaux.

Si la majeure partie des maisons de Savigny est épargnée, on dénombre tout de même 60 personnes en chômage forcé. En effet, les transports sont coupés et bon nombre d'entreprises de la région sont dans l'incapacité de fonctionner, voire inondées.

Mais la situation est beaucoup plus grave aux alentours, à Viry-Châtillon ou Juvisy, où 600 maisons sont inondées sur les 650 que compte le village.

Très rapidement, les secours s'organisent, la solidarité joue à fond. Le Maire met en place les premiers secours. Dès les premiers dégâts, des familles sinistrées de Juvisy et de Viry sont hébergées à Savigny. Spontanément, une collecte est organisée pour les biens de première nécessité : vêtements, outils, vivres. Une souscription est ouverte, elle récoltera 1785 Francs en 6 semaines. Le 30 janvier, la société de musique « la Cigale savinienne » organise un concert au profit des victimes. 112 personnes (21 Saviniens et 91 habitants des localités voisines), complètement démunies, seront logées, nourries, vêtues, chauffées durant 17 jours grâce à l'entraide de tout le village. Les écoles, la mairie, et même des particuliers, hébergent des familles entières.

Une commission communale spéciale, mise en place à la demande du préfet, prend ensuite en charge la gestion des secours : distribution de vêtements, de bons d'alimentation, dédommagements des commerçants qui fournissent les vivres, puis estimation des dommages, calcul et répartition des indemnités tant pour les dégâts que pour les jours chômés, afin de redistribuer au plus juste les dons et les sommes envoyées par le préfet. Les chômeurs seront indemnisés à raison de 6,77 Francs par jour pour les hommes et 2,38 Francs pour les femmes, les pertes mobilières indemnisées.

Si la crue a duré 45 jours, les conséquences sur la vie agricole et économique se font sentir tout au long de l'année. Ainsi, les terrains inondés n'ont pu être ensemencés à temps. Malgré plusieurs tentatives, les récoltes sont maigres et tardives, les frais élevés et le manque à gagner important. En octobre 1910, puis en février 1911, le reliquat des indemnités est finalement distribué aux agriculteurs sinistrés.



▮ 1914 – 1918, Savigny-sur-Orge pendant la Grande Guerre

Hors des zones de combat, Savigny-sur-Orge, n'a malgré tout pas été épargné par ce terrible conflit. Savigny, qui compte 1710 habitants en 1912, va perdre près de 5% de sa population et sa proximité avec la capitale la place sur le tracé du camp retranché de Paris.

✓ Un village français dans la tourmente

Village rural, Savigny possède de nombreuses fermes. La mobilisation générale pose donc un problème à la population agricole. Les travaux des champs réclamant de la main d'œuvre, une dizaine de Saviniens obtient un sursis pour exécuter les tâches agricoles urgentes dans leurs exploitations avant de partir au front. A partir des mesures de 1917, les plus grosses fermes de Savigny reçoivent l'aide des « mobilisés à la terre », ces militaires des classes les plus anciennes détachés par l'armée aux travaux agricoles.

Le maire de Savigny est alors Edouard Ferron. Elu depuis 1899, il assume avec rigueur les nombreuses tâches qu'impose cette période au quotidien difficile : faire appliquer les instructions gouvernementales, gérer les problèmes de réquisitions, d'approvisionnements, de manque de main d'œuvre, de sécurité... Il est également sollicité par les familles sans nouvelles des leurs partis au front, toutes les demandes de renseignements transitant par la mairie. Mais sa charge la plus pénible est bien d'annoncer aux proches les décès des morts au combat, et de s'occuper des inhumations.

79 Saviniens meurent pour la France, 20 en 1914, 21 en 1915, 18 en 1916, 5 en 1917, 15 en 1918. Certaines familles sont très touchées, particulièrement la famille Bordier, charcutiers place Saint-Georges au hameau de Grand-Vaux, qui perdra ses 3 fils et un neveu. Le Conseil municipal lui-même est touché, perdant un de ses membres, le lieutenant Louis Petit, agriculteur et propriétaire de la ferme Champagne, tué dans la Meuse en 1916. 22 militaires saviniens seront également prisonniers en Allemagne.

De nombreux Saviniens et surtout Saviniennes sont bénévoles à la Croix-Rouge et dans les nombreuses sociétés humanitaires qui portent secours aux militaires blessés, prisonniers – envoi de colis alimentaires, de vêtements –, aux familles des soldats décédés ou aux populations de réfugiés. Ainsi, Savigny accueille environ 20 familles de réfugiés venant de Belgique et du nord de la France.

✓ La banlieue parisienne, une zone stratégique

Un camp militaire est installé à la ferme de Champagne, faisant partie de la zone sud de la ceinture du camp retranché de Paris. Ce dispositif de défense constitué de réseaux de tranchées, de voies ferrées, d'abris, de positions d'artillerie, relie des forts dans un rayon de 30 km autour de la capitale. A Savigny est installé un poste de défense anti-aérienne. De nombreux Saviniens réquisitionnés contribueront à renforcer et entretenir ce camp tout au long du conflit.

Un terrain d'aviation est installé à Champagne. En 1916, 10 propriétaires de parcelles aux lieux-dits Pointe Sirette et La Genestrière – soit 39 ha – voient leurs terrains réquisitionnés par l'armée Belge pour l'agrandissement de cet aérodrome, destiné à compléter les installations de Port-Aviation, à Viry-Châtillon, où est établie une école militaire de pilotage.

Pendant toute la durée de la guerre, des troupes cantonnent à Savigny, au camp de Champagne. On y trouve aussi des Gardes des Voies de Communication dont la présence est requise par la proximité de Port-Aviation et de la gare de Juvisy. Le nombre de militaires présents sur le territoire de Savigny a varié tout au long de la guerre, allant d'un maximum de 383 en 1914 à 28 en 1917.



Le château de Savigny, propriété de la généreuse Madame Duparchy, est transformé dès le début du conflit en hôpital auxiliaire de la Croix-Rouge, inscrit sous le N° 14 à la Société Française de Secours aux Blessés Militaires.

Enfin, tout de suite après la guerre, la ferme de Champagne du regretté Louis Petit accueillera les mutilés de guerre dans le centre de rééducation et de réadaptation professionnelle dédié aux métiers de l'agriculture qu'y installe l'Union des colonies étrangères en France.

Le livre d'or des Morts pour la France

La loi du 25 octobre 1919 relative à la commémoration et la glorification des morts pour la France au cours de la Grande Guerre, institue dans chaque commune un Livre d'or recensant les morts de la Grande Guerre. Cette liste préfigure celle qui sera gravée sur les monuments aux morts.

La décoration de ce document présente toute la symbolique patriotique et militaire de l'époque : bleuet et coquelicot qui refléussent même sur les champs de bataille, coq gaulois dominant le monde, palmes du martyr et de l'immortalité, couronne de la victoire, drapeau national, tombeau au pied d'une colonne brisée et d'un arbre mort, armes : fusil, canon... On retrouvera tous ces éléments sur les monuments aux morts.



1922, inauguration du monument aux morts

29 octobre 1922, à quelques jours du 4^{ème} anniversaire de l'Armistice qui mit fin au terrible conflit de la Grande Guerre, la sonnerie aux morts retentit au cimetière de la Martinière. Savigny-sur-Orge inaugure le monument aux morts, rendant ainsi hommage à ses 79 enfants tombés au cours de ces quatre années.

À Savigny comme dans toute la France, la population, profondément meurtrie, éprouve le besoin d'avoir un lieu de recueillement. De l'ampleur des pertes humaines et de la volonté d'honorer les combattants, est né un culte des soldats « morts pour la France », culte qui se concrétise par l'apparition de monuments commémoratifs dans les villes et les villages de France. La loi du 25 octobre 1919 encourage ce mouvement par une subvention d'Etat accordée aux municipalités.

Dès août 1919, le Conseil municipal de Savigny décide d'ériger un monument à ses morts. Le prix en est fixé à 200.000 Francs, dépense qui sera supportée par le budget municipal. Le 14 mars 1920, la possibilité de faire appel à une souscription publique est évoquée. Lors de la réunion du Conseil municipal du 13 novembre 1920, le choix du cimetière de la Martinière pour l'érection du monument est confirmé car, contrairement à la place principale un temps évoquée, il offre la possibilité d'y installer un caveau « pour recevoir les corps des enfants de notre commune morts pour la France, qu'il plairait à leur famille d'y faire inhumer. »



Fin novembre débute la quête à domicile. Le 30 janvier 1921, une lettre d'appel à la générosité est adressée aux personnalités politiques du département, notables et propriétaires n'habitant pas la commune. En juillet 1921, le produit de la quête s'élève à 11.000 Francs. Le Conseil municipal débat quant à l'ampleur à donner au monument, à la somme attribuée par la commune et à la possibilité d'étudier plusieurs projets. En effet, si en février 1921 l'architecte communal a présenté un projet de monument, il n'a pas reçu l'approbation du Conseil. Un concours est lancé. Le 31 octobre 1921, la proposition de monsieur Roblot, statuaire à Epinay-sur-Orge, est retenue parmi les dix entrepreneurs concourants.

Réaliste, allégorique ou funéraire, les sculptures ornant les monuments aux morts expriment différentes idées : la guerre héroïque ou tragique, la population civile endeuillée et douloureuse, la Patrie victorieuse et reconnaissante ou, pour un petit nombre, la haine de la guerre et la glorification de la paix.

La municipalité de Savigny choisit une symbolique très forte. Un obélisque, gravé sur trois côtés des 79 noms, et sculpté en façade d'une Victoire. Casquée, donc invincible, elle tient dans sa main droite la palme du martyr et, de la gauche, élève la couronne de lauriers des héros au-dessus d'un tombeau. Sur le socle de l'obélisque, le tombeau, représenté par une croix où est accroché un casque, émerge des barbelés des tranchées. Le rameau de chêne symbolise la force et la résistance.

Le 29 octobre 1922, trois ans après le lancement du projet, le monument aux morts est très solennellement inauguré en présence de personnalités, des familles des victimes et de la population.

En août 1923, le Conseil municipal décide d'utiliser le solde des crédits affectés à l'érection du monument aux morts pour faire installer à l'école des garçons (actuelle école Ferdinand Buisson), une plaque commémorative portant la liste des mobilisés de la commune « morts au champ d'honneur », surmontée d'un buste de Poilu.



1926, la bonne action de Marie Chauvet

« Je lègue à la commune de Savigny sur Orge l'universalité des biens meubles et immeubles composant ma succession au jour de mon décès. Tout sera réalisé et placé sauf la maison de la rue Vigier pour créer un asile. Ce dernier accueillera les vieilles femmes et les filles pauvres de Savigny âgées de plus de 70 ans et domiciliées depuis plus de 20 ans à Savigny. Le nom de la maison sera « Asile Adélaïde et Marie CHAUVET... Ma volonté formelle est que ma tante et ses enfants, desquels j'ai à me plaindre n'aient rien de moi, ainsi que ses descendants. »

Tels sont les termes énergiques du testament de Marie Clotilde Chauvet, veuve Renard, en date du 12 octobre 1906. Marie Clotilde et sa sœur jumelle Louise Caroline sont nées à Savigny le 27 décembre 1851, filles de Louis Chauvet et Louise Adélaïde Berthau.



Veuve d'Octave Chamberlin, négociant savinien, Marie épouse en secondes noccs un autre veuf, Adolphe Renard, qui la laissera veuve une seconde fois et à la tête d'une petite fortune. Le 12 avril 1912, Marie décède. Le lendemain le testament est ouvert. C'est le début d'un véritable feuilleton aux multiples rebondissements. Les héritiers sont recherchés, ils contestent, le Préfet est saisi, les pourparlers engagés. Le legs est remis entre les mains d'un administrateur. On évalue le legs, les travaux d'aménagement de la maison de la rue Vigier, les coûts de fonctionnement d'un asile... Le Conseil tergiverse et s'interroge sur les conséquences de ce « cadeau empoisonné ».

1914, la guerre repousse le problème au second plan. Ce n'est qu'en 1921 que l'affaire est réexaminée. En 1923, le Ministre de l'Intérieur s'impatiente et demande au Conseil de délibérer « à nouveau » sur un emploi « conforme, dans la mesure du possible, aux volontés exprimées par la testatrice. »

C'est finalement en 1926, après expertise de l'immeuble et de la faisabilité du projet initial, que la commune accepte définitivement le legs. En 1927, les biens sont vendus par adjudication. Le produit de la vente permet de régler les frais d'aménagement et de fonctionnement de l'asile. Les travaux ont lieu en 1930 et 1931. Une commission dresse la liste des personnes assistées en vue d'une admission à l'asile. Le 10 octobre 1931, Le Conseil municipal entérine la fondation sous la dénomination « Asile Adélaïde et Marie CHAUVET ». L'équipement est enfin inauguré le 2 octobre 1932.

Vingt ans après, au début des années 1950, un projet de transformation de l'asile en vue de créer un hospice communal voit le jour. Il est abandonné faute de subventions. A la fin des années 1980, l'établissement ne répond plus aux normes en vigueur. Pour rester fidèle à la volonté de sa bienfaitrice, la commune décide de le réhabiliter en Maison d'Accueil Temporaire pour Personnes Agées. Cette structure contribuera à lutter contre l'isolement des personnes âgées. C'est dans le même esprit « social » que la MATPA a fait place aujourd'hui à l'Espace Simone Dussart, Centre d'accueil de jour pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.

▮ 1940, Les évènements de juin à Savigny

Après la déclaration de guerre le 3 septembre 1939, la France subit la « drôle de guerre » durant laquelle les troupes attendent l'offensive allemande derrière la ligne Maginot. Jusqu'au 10 mai 1940, quand, passant brusquement à l'attaque, l'ennemi envahit les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. Le front français est percé sur la Meuse puis près de Sedan, les divisions allemandes foncent sur l'Oise et la Somme puis sur Paris, bombardant intensément pour préparer l'arrivée des troupes. Savigny subit un premier bombardement le 3 juin en milieu de journée. De nombreuses rues sont touchées. Les dégâts sont importants, on déplore deux personnes tuées et de nombreux blessés.

Fuyant l'invasion des troupes allemandes, la population de Belgique et du nord de la France s'enfuit vers le sud. De nombreux réfugiés traversent Savigny. La Salle des Fêtes est aménagée pour les accueillir quelques heures pendant la nuit. Tandis que le gouvernement se replie sur Bordeaux, la panique gagne aussi les Saviniens. Beaucoup commencent à quitter la ville.

Sur recommandation du Préfet, la municipalité décide d'évacuer un maximum d'enfants vers la colonie de vacances de La Tranche-sur-Mer, en Vendée. La gare de Savigny étant fermée depuis le 12 juin, c'est en camions, bennes et camionnettes de la ville que les enfants prennent le départ, encadrés par des employés communaux.

Le 14 juin, en début d'après-midi, les premiers éléments motorisés allemands entrent à Savigny. Un combat s'engage au carrefour de la rue Boileau et de la rue Jean Allemane. Un char français et une automitrailleuse allemande sont détruits, l'équipage du char est tué.



Savigny essuie encore plusieurs bombardements les 14 et 15 juin, le château brûle, de nombreuses maisons sont endommagées. Un régiment allemand défile devant la mairie. La ville est totalement désorganisée, un grand nombre de Saviniens a fui.

Le 21 juin, l'armistice est signé, la France écrasée est divisée. Savigny se retrouve dans la zone occupée, où les militaires allemands dominent une administration au service de l'État français. Petit à petit, la plupart des Saviniens finissent par rentrer chez eux. Une longue occupation commence...

▮ 24 août 1944 : La libération de Savigny-sur-Orge

6 juin 1944, l'Histoire s'accélère, les Alliés débarquent sur les plages normandes, direction Paris. Après les combats de Normandie et les victoires alliées, la progression des troupes de libération est rapide. Les Allemands se préparent à l'affrontement comme au repli.

À Savigny-sur-Orge, la tension monte. Le 17 août, quelques soldats allemands incendient la Salle des Fêtes de la Mairie, transformée en dépôt allemand. Dans la soirée, les Allemands font sauter le pont des « Trois Arches » sur l'Orge et le raccordement de chemin de fer de la grande Ceinture avec le Paris-Orléans pour retarder l'avancée des troupes de libération. De nombreuses maisons sont endommagées : toitures soufflées, vitres brisées dans les rues Gambetta, du Billoir et de l'Égalité.



Au matin du 19 août, tandis que commence l'insurrection parisienne, une voiture blindée fait irruption dans la cour de la mairie, le maire et le personnel sont pris en otages. Ils seront fusillés si les Allemands ne récupèrent pas dans les deux heures les marchandises subtilisées par la population dans leur dépôt abandonné du château de Charaintru. Tabac, cigares et cigarettes affluent, les dix otages sont libérés. Par un malheureux concours de circonstances, des membres du groupe FFI-Libération Nord sont réunis au café tout proche « A l'ami Gaston », rue de la Liberté. Surpris par l'irruption des soldats allemands, les F.F.I. tentent de se disperser. Des coups de feu éclatent. René Charton, qui participe à la réunion, est grièvement blessé. Il décèdera le 25 août.

Le 22 août, le général Leclerc reçoit l'ordre de marcher sur la capitale avec sa 2^{ème} division blindée. Les combats de rue sont intenses. Près de la ferme Champagne, un poste allemand d'une quinzaine d'hommes reste en action et se prépare au combat : sur ordre des Allemands, des hommes sont requis pour creuser des tranchées. Ils doivent se « *présenter immédiatement avec pelle et pioche, angle de l'avenue Linné et place Anatole France pour 4 heures de travail* », sous peine de sanctions graves.

Enfin, le 24 août à 11h du matin, une colonne de la « 2^{ème} D.B. » entre dans Savigny par le chemin des Meuniers. Les FFI se joignent à eux et des combats s'engagent.

Au carrefour du chemin des Meuniers et de la rue Jean Allemane, un soldat français est tué, deux tanks sont endommagés et resteront sur place.

Peu après, des affrontements ont lieu au poste allemand du quartier de Champagne. Deux gradés s'enfuient, les soldats allemands se rendent aux habitants. La 2^{ème} D.B., arrivée sur les lieux, confie les prisonniers aux résistants avec pour mission de les emmener à la mairie. Charles Mossler, à vélo, précède la camionnette des FFI. Pour se protéger, il a un casque, allemand. Le groupe débouche au carrefour de l'avenue de la République au moment où les troupes américaines arrivent par le boulevard Aristide Briand. Trompé par le casque, un char fait feu. Charles Mossler est mortellement blessé. Les combats se poursuivent rue des Fauvettes à Juvisy, où les gradés allemands se sont enfuis, refusant de se rendre aux FFI, Daniel Niord et René Leuthreau les poursuivent à travers les jardins. Des coups de feu sont tirés, Daniel Niord est tué sur le coup. Les Allemands finissent par se rendre aux Américains qui arrivent.

Savigny-sur-Orge est libéré. Le 25, ce sera le tour de Paris.

Les combats ne sont pas pour autant terminés. Tandis que les troupes de libération continuent leur avancée vers l'Est, des commandos de résistants patrouillent pour sécuriser les zones qui viennent d'être libérées. Le 29, Robert Leuthreau, qui poursuit la lutte avec les FFI de Juvisy, est tué accidentellement lors d'un entraînement.

La ville de Savigny garde la mémoire de ces évènements. Trois rues portent le nom des victimes saviniennes, l'avenue de l'Armée Leclerc et l'avenue de la Résistance rendent hommage aux libérateurs.



Chars américains sur le boulevard Aristide Briand

▮ 1960, Autoroute A6, sortie Savigny-sur-Orge

L'autoroute A6 fait partie de notre paysage, quotidiennement empruntée par des milliers d'automobilistes inconscients des bouleversements que sa construction a engendrés il y a un peu plus de 50 ans. Cette saignée dans la dense banlieue parisienne ne s'est pas faite sans mal.

Dans les années 1930, le réseau routier se montrant de plus en plus inadapté à l'augmentation du trafic automobile, germe l'idée d'un réseau entièrement neuf. Le projet est stoppé par la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est que dans les années 1947-1950 que réapparaît le projet d'une autoroute au sud de la capitale, avec un premier tronçon reliant Paris à Fontainebleau.

La première étude prévoit un tracé rectiligne de Villejuif à Sainte-Geneviève-des-Bois, avec une courbe dans la vallée de l'Orge. D'un point de vue technique, ce tracé pose un certain nombre de problèmes : il traverse une zone marécageuse et nécessite la construction de cinq ponts sur des rivières ou des voies ferrées. De plus la courbe est importante. Or, c'est bien connu, la ligne droite reste le plus court chemin, revient moins cher et reste donc l'objectif principal. En 1950, un nouveau tracé plus rectiligne est adopté. Il a comme avantages de traverser un terrain de meilleure qualité et de ne nécessiter que deux ponts. Son inconvénient – majeur pour la ville de Savigny – est de traverser le domaine de Grand-Vaux. Qu'à cela ne tienne, les ingénieurs prévoient un tracé en déblai pour ne pas altérer la vue du château.

Plus difficile est le passage dans une ville déjà bien urbanisée. D'autant plus qu'il est prévu de situer sur le territoire de Savigny l'échangeur qui desservira les villes alentour. Opération complexe au beau milieu des habitations et d'un réseau de rues anciennes, inadaptées au trafic automobile de l'époque, à plus forte raison futur. Si, au départ, la préférence va à une localisation près du château de Charaintru, en 1950, la décision est prise de raccorder l'autoroute au CD 25 - boulevard Aristide Briand - en créant une portion de voie départementale entièrement nouvelle.

Plus encore que la seule chaussée de l'autoroute, c'est ce raccordement qui va le plus transformer le paysage de Savigny. Au total, 43 propriétés sont touchées. Même si par une dissymétrie des bretelles d'accès les ingénieurs tentent de respecter au mieux les habitations, 23 bâtiments sont démolis, 22 maisons et le café de M. Galland à l'angle des rues Aquette et Romain-Rolland ; des rues sont condamnées, un nouvel axe routier est créé. Dans l'ensemble, les habitations touchées sont des petites maisons anciennes mais deux belles propriétés ne sont pas épargnées et le domaine de Grand-Vaux est inexorablement coupé en deux.

Etonnement, les protestations restent modérées, tant de la part des habitants que de la municipalité. Le problème le plus souvent évoqué est la destruction d'habitations alors que le manque de logements est crucial en cette période d'après guerre. Mais le maire reçoit des assurances quant à la reconstruction d'habitations. La municipalité

est assez fataliste, les protestations n'ont pas empêché la mise en route du projet et chacun s'accorde à reconnaître la nécessité d'une autoroute.

Les premiers travaux de construction débutent en 1953, mais ce n'est qu'en 1956-57, une fois les terrains libérés, que les travaux de terrassement et les ouvrages d'art sont réalisés sur le territoire de Savigny. En avril 1959, les chaussées sont construites. Le chantier du tronçon Paris – Corbeil, n'est achevé qu'au début de 1960 – la date prévisionnelle était 1956, reportée à 1958 puis fin 1959 –. L'inauguration à lieu le 12 avril et le 13 à midi, les premières voitures s'élancent sur le macadam.



*D'après l'étude de Jean-Luc France-Barbou
« La difficile genèse de l'autoroute du sud (1934-1964) »,
éditions Presses des Ponts, 2010.*

D 1961, le territoire de Savigny s'agrandit

16 mars 1961 : un arrêté de la préfecture de Seine-et-Oise fixe les nouvelles limites territoriales entre les communes de Savigny-sur-Orge et Epinay-sur-Orge.

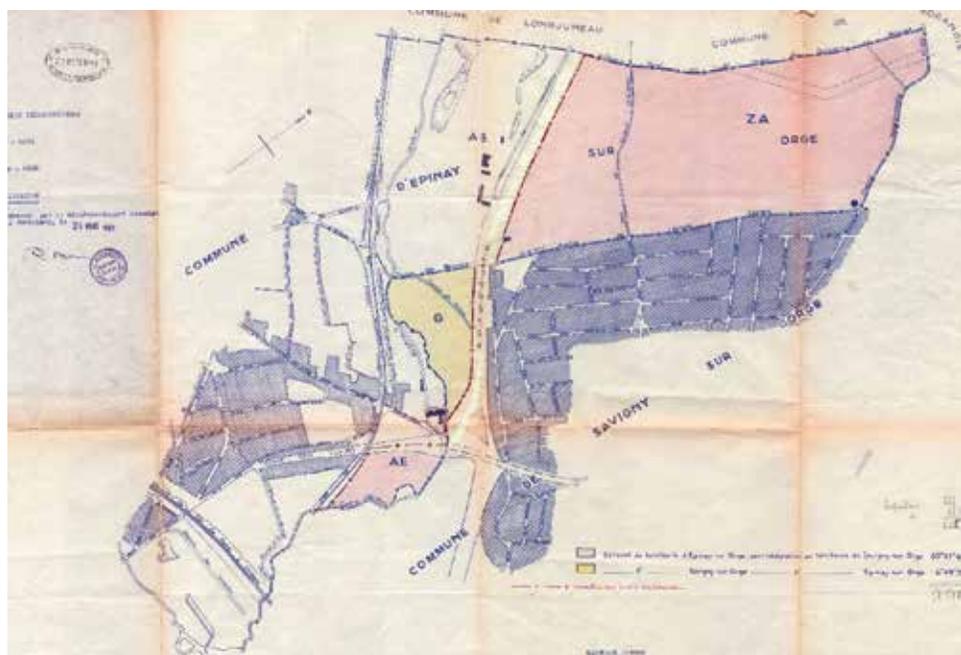
L'Yvette ayant de tout temps servi de frontière naturelle entre les deux communes, qu'est ce qui a bien pu motiver une telle décision ? Le progrès, matérialisé en cette seconde moitié du XX^{ème} siècle par l'autoroute du sud. Symbole du développement économique de la région parisienne, cet axe qui trace au plus court vers le sud va définitivement modifier le paysage et les habitudes locales. Plus encore que la rivière, il dessine une nouvelle « frontière » quasi infranchissable. Ainsi, certaines parties des territoires de Savigny et Epinay, nichées dans les courbes de l'Yvette, vont-elles se retrouver coupées du centre ville, isolées par cette saignée rectiligne.

Les Conseils municipaux de ces deux villes vont donc s'entendre pour échanger les terrains concernés.

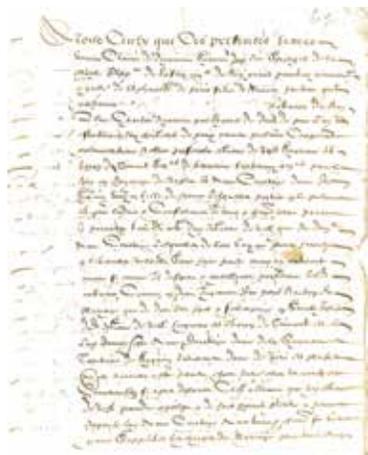
« Les parties du territoire de la commune d'Epinay-sur-Orge comprises : d'une part entre la ligne de chemin de fer de Grande ceinture, la rivière l'Yvette et le chemin départemental n°25 (lieu dit les Houches), d'autre part entre l'autoroute du sud, l'avenue de l'armée Leclerc, le chemin départemental n°167 et le chemin rural n°2 (lieux dits Charaintru et les Gâtines) sont rattachées à Savigny-sur-Orge. La partie du territoire de Savigny-sur-Orge comprise entre l'autoroute du sud, le chemin des meuniers et la rivière de l'Yvette est rattachée à la commune d'Epinay. » Ce sont 65 hectares qui passent d'Epinay à Savigny,

et 6,5 hectares qui reviennent à Epinay. Ces terrains étant pour la plus part des terres agricoles – prairies près de l'Yvette, terres de labour aux Gâtines –, la modification du nombre d'habitants est dérisoire : 16 habitants de plus pour Savigny, en moins pour Epinay.

Mais cette opération va grandement profiter à Savigny. Non pas immédiatement en facilitant l'aménagement du Domaine de Grand-Vaux, comme la municipalité le met alors en avant, mais par le rattachement du vaste territoire des Gâtines qui verra à la fin des années 1960 et dans les années 1970 la construction du lotissement de Clair village, l'aménagement du parc des sports, puis entre 1988 et 1992, le développement du quartier des Gâtines.



Quelques personnalités saviniennes



*Contrat de mariage d'Etienne De Vesc
et d'Anne Courtois*

■ Etienne DE VESC 1447 – 1501

Né vers 1447, Etienne de Vesc est issu d'une des plus anciennes familles du Bas-Dauphiné, remontant aux Croisades. Il semble qu'Etienne de Vesc, peut-être présenté à la Cour de France par un de ses parents déjà introduit, soit attaché très jeune, vers 1462, comme valet de chambre au service du dauphin.

Il épouse Anne Courtois, fille de maître Guillaume Courtois, avocat au Parlement et bourgeois de Paris, par contrat du 24 mai 1472 à Châteaurenard-sur-Loire.

Ses brillants états de service lui procurent des revenus importants. Il reçoit titres et terres en récompense et acquiert plusieurs seigneuries dans le sud de la France. Etienne de Vesc est un homme riche et puissant.

Il meurt à Naples le 6 octobre 1501 et est inhumé dans sa seigneurie de Caromb, au pied du mont Ventoux.

✓ Un grand seigneur au service de 3 rois de France

Etienne de Vesc a à peine 25 ans lorsque Louis XI le charge de diriger la maison du dauphin Charles au château d'Amboise. Etienne a pour missions la garde et l'éducation du dauphin.

Il se voit aussi confier des missions d'ambassadeur à l'étranger.

Lorsque le dauphin devient roi sous le nom de Charles VIII, de Vesc, qui l'a suivi depuis son plus jeune âge, devient tout naturellement membre du Conseil de Régence.

Au service de Charles VIII, Etienne de Vesc cumule les charges et les titres, occupant plusieurs postes d'importance et de pouvoir, tour à tour chevalier, conseiller et chambellan du roi, bailli, sénéchal, président de la Chambre des comptes de Paris et concierge du Palais.

Il dirige le conseil privé du roi et, à ce titre, participe activement au gouvernement de la France. Il œuvre au rattachement des provinces du royaume : son nom figure au bas des actes d'union de la Bretagne et de la Provence à la France en 1491 et 1493.

Il est à l'origine des guerres d'Italie qui aboutissent à la conquête, éphémère, de Naples. Dans ce territoire nouvellement conquis, il exerce les plus hautes charges : grand-chambellan, surintendant, puis, sous Louis XII, gouverneur du royaume de Naples.

✓ Etienne de Vesc à Savigny

Son mariage lui apporte la seigneurie de Savigny-sur-Orge. L'ancien fief féodal de la Motte, dont le château dit « de la vicomtesse » est ruiné par la guerre de Cent Ans, a en effet été racheté par Guillaume Courtois, son beau-père.

Malgré ses occupations, ses fréquents éloignements, ses différents châteaux, Etienne de Vesc réside souvent à Savigny. Louis XI puis Charles VIII y effectuent de nombreux séjours. Pour recevoir dignement ses nobles hôtes, il entreprend, avec l'accord du roi, de reconstruire le château et d'agrandir le domaine. Les temps de guerre étant encore proches, la demeure présente toutes les caractéristiques d'un château-fort : donjon, douves larges et profondes remplies par l'eau de la rivière et un pont. Même si le donjon a disparu, le château actuel conserve encore des aspects de cette époque.



Dans les années 1485 - 1488, Etienne de Vesc acquiert successivement le Grand Champagne, le Petit Champagne et les Bois de Viry. En 1488, il obtient des lettres patentes pour la modification du parcours royal dit Voie des Romains qui, traversant le parc, rejoignait la rue Vieille (rue Charles Rossignol), la rue de la Liberté et la rue de Chilly-Mazarin.

En octobre 1490, il obtient du roi des lettres patentes entérinant la foire de la Saint-Martin les 11 et 12 novembre.



Un portrait du seigneur dans l'église de Savigny

A Savigny, Etienne de Vesc fait également restaurer la chapelle du château et l'agrandit pour en faire l'église paroissiale, consacrée en 1493 par son neveu, évêque de Vence.

« Un regard attentif remarque deux visages sculptés plusieurs fois sur le haut des colonnes, en « culs de lampes ». Ils sont situés à chaque extrémité des allées qui mènent à la chapelle de la Vierge et à celle de saint Joseph. On les retrouve dans la première chapelle où les seigneurs venaient entendre la messe. Quelques indices, à confirmer, permettent d'avancer l'hypothèse qu'ils représentent Etienne de Vesc et son épouse Anne Courtois ».

Les personnages représentés portent des coiffes que l'on peut dater du XV^e siècle...

Avant Etienne de Vesc, aucun seigneur marié ne fut assez important pour imposer sa représentation dans l'église...

Le même visage se retrouve sur une miniature représentant Charles VIII et deux de ses plus proches conseillers.

D'après le mémoire de fin d'études de Sylvie Durand.

▮ Jean-Baptiste LAUNAY

1769 - 1827

Né à Avranches (Manche) en 1769, ce fils de dinandier (fabriquant d'objets en cuivre) se destine à la prêtrise mais change de vocation avec la Révolution. Il étudie alors avec passion les sciences mécaniques. Appelé sous les drapeaux par la conscription obligatoire, il fait son service militaire dans l'artillerie. Il monte rapidement en grade. Devenu officier d'artillerie spécialisé dans la fonte des canons et projectiles, il prend part aux campagnes de la Révolution et du Consulat. Travaillant jusque sur les champs de bataille, il y est gravement blessé.

Remarqué et apprécié par Napoléon, celui-ci le nomme Directeur de la fonte des Ponts de Paris. Travailleur méticuleux et acharné, il y consacrera toute sa carrière.

On lui doit l'invention d'une pompe à incendie, expérimentée pour la première fois lors d'un incendie spectaculaire en octobre 1819 à Paris : l'eau est lancée jusqu'au 3^e étage !

Dans sa retraite de Savigny, il continue d'une autre manière à enrichir l'histoire de la fonderie en rédigeant plusieurs ouvrages sur la technique de la fonte des métaux.

✓ Un fondeur de talent

Launay se verra confier la réalisation de plusieurs ponts : ponts des Arts, d'Iéna, du Louvre, d'Austerlitz.

L'ouvrage le plus prestigieux qu'il lui sera donné de réaliser reste la colonne Vendôme, commandée par Napoléon en 1803 en l'honneur de la Grande Armée. Réplique de la colonne Trajane de Rome, fabriquée avec la fonte des canons pris à l'ennemi, elle est inaugurée en 1810. C'est un événement exceptionnel dans l'histoire de la fonderie, de par l'importance du travail et la difficulté d'exécution de cette réalisation. Launay prouve à cette occasion son habileté de fondeur et ses exceptionnelles capacités de technicien.

Mais une cabale imméritée l'empêche d'obtenir le chantier de la coupole de la halle aux blés de Paris. Lassé des attaques de détracteurs jaloux, il préfère se retirer, laissant à d'autres le soin de réaliser certains de ses projets.



✓ Launay à Savigny

Launay a deux filles, l'une mariée à Félix Buzot, maire de Savigny-sur-Orge de 1835 à 1840, l'autre à l'éditeur parisien Nicolas Roret, propriétaire du domaine de Courte-Rente (au 39 de la rue de la Fontaine blanche) à Savigny-sur-Orge. Lorsqu'il se retire, Jean-Baptiste Launay s'installe chez son gendre, dans les dépendances de Courte-Rente.

Il décède à Savigny le 23 août 1827, et est inhumé dans la chapelle familiale au cimetière de la Martinière.



Une contribution à l'encyclopédie Roret

A la demande de son gendre Nicolas Roret, éditeur de l'encyclopédie technique Roret, Jean-Baptiste Launay rédige le « *Manuel du fondeur sur tous métaux ou traité de toutes les opérations de la fonderie* ». Cet ouvrage en deux volumes, illustré de nombreuses planches et dessins, compile l'ensemble des connaissances scientifiques et techniques de l'époque sur la fonte des métaux. Il sera publié en 1827 quelques mois après le décès de son auteur.



*Buste en marbre blanc
réalisé par Bosio
(Collection Musée Davout)*

▮ Louis - Nicolas DAVOUT 1770 – 1823

Louis d'Avout naît à Annoux (Yonne) le 10 mai 1770 dans une famille modeste mais d'ancienne noblesse. Comme ses aïeux, il se lance dans le métier des armes et intègre l'École Royale militaire d'Auxerre puis, en 1785, l'École Royale militaire de Paris où vient de le précéder le jeune Napoléon Bonaparte.

Très tôt influencé par les idées de la Révolution, il abandonne la particule de son nom et se fait remarquer par ses prises de position. Promu lieutenant-colonel au 3^{ème} Bataillon des volontaires de l'Yonne en septembre 1791, il se distingue par plusieurs belles actions. Général de Brigade en septembre 1794, il se lie d'amitié avec le Général Desaix qui le présente au Général Bonaparte le 22 mars 1798. A partir de ce moment, son destin est lié à celui de Bonaparte et de l'Empire.

Le 9 novembre 1801, il épouse, sur injonction de Bonaparte, Aimée Leclerc, belle-sœur de Pauline Bonaparte. Par cette union, il intègre le cercle familial du Premier Consul. C'est sans doute pourquoi il est nommé, fin 1801, Commandant des grenadiers à pieds de la garde des consuls. Ce mariage de convenance aura la chance d'être une union heureuse. Les Davout auront 8 enfants, dont 4 malheureusement décèderont en bas âge.



✓ Le seul maréchal d'Empire invaincu

En 1804, suite à ses succès dans les campagnes d'Égypte et d'Italie, il est le plus jeune des promus au titre de maréchal de l'Empire.

En 1805, quand la guerre reprend, il franchit le Rhin avec ses troupes et participe activement au triomphe d'Austerlitz le 2 décembre. L'Autriche est vaincue.

La paix est de courte durée car ce sont bientôt les Prussiens qui prennent les armes. Davout va alors signer son plus beau fait d'armes à Auerstaedt, le 14 octobre 1806, où il met en déroute une armée trois fois supérieure en nombre à la sienne.

La guerre continue toutefois, cette fois contre les Russes. Davout participe à la meurtrière bataille d'Eylau.

Mais les Autrichiens reprennent les armes. Grâce à son sens tactique, Davout est à l'origine de la victoire d'Eckmühl (22 avril 1809) et à la conclusion de celle de Wagram (6 juillet 1809).



Bataille d'Auerstaedt par Gaspard Gobaut (Collection Musée Davout)

Nommé Gouverneur des villes hanséatiques, il s'installe à Hambourg au début 1811. Il gère cette province d'une main ferme, mais avec respect et probité, pendant 18 mois. Il profite de cette période pour organiser l'immense armée que Napoléon veut emmener à Moscou. Blessé à Borodino pendant la campagne de Russie, il regagne la France à pied au milieu de ses hommes lors de la terrible retraite.

À peine rentré de Russie, Davout se voit confier la mission de punir la rébellion de la ville de Hambourg qui s'est soulevée contre l'Empire. Pendant une année entière, de mai 1813 à mai 1814, isolé de tout, sans aucune instruction, avec à peine 15.000 hommes, il va résister dans Hambourg aux armées russes. Cette résistance opiniâtre ne cessera que sur l'ordre du roi Louis XVIII, après l'abdication de Napoléon.

Maintenu à l'écart par la monarchie restaurée, il sera le seul des maréchaux à ne pas avoir prêté serment au roi lorsque Napoléon reviendra de l'île d'Elbe.

Il rejoint l'Empereur aux Tuileries le 20 mars 1815, et sera à ses côtés durant les Cent Jours. Il accepte à contre cœur le ministère de la Guerre. Il va parvenir à reconstituer une armée mais cela ne suffira pas à éviter la défaite de Waterloo. Face à la progression des troupes coalisées, le gouvernement provisoire lui confie le commandement général de l'armée sous les murs de Paris. Davout avait espéré pouvoir remporter une victoire mais il doit signer la capitulation de Paris le 3 juillet 1815.

Le 5 décembre 1815, il témoigne au procès du maréchal Ney en faveur de son ancien compagnon d'armes. Cet acte courageux lui vaut d'être exilé pendant six mois à Louviers (Eure) et d'être privé de ses titres et traitements. Il ne les récupérera qu'en août 1817 avec son bâton de maréchal. Il est nommé Pair de France en mars 1819.

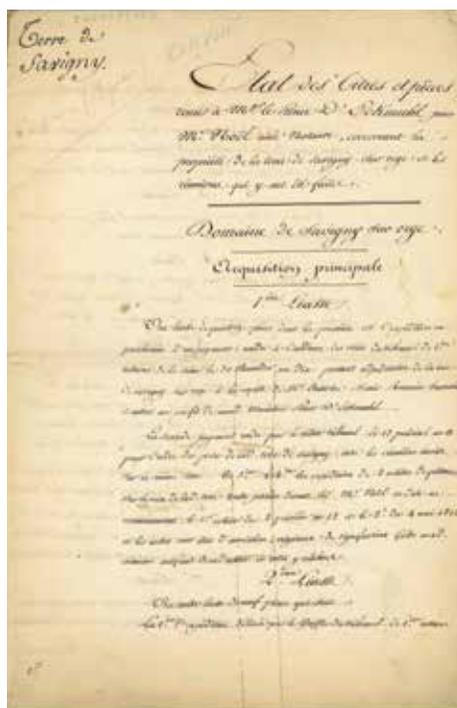
Très affecté par la mort de sa fille Joséphine, il décède à Paris le 1^{er} juin 1823. Il est enterré au cimetière du Père-Lachaise.

Décrié pour son caractère « difficile », Louis Nicolas Davout est reconnu pour ses qualités de stratège, son sens de l'organisation et sa très grande intégrité. Maréchal d'Empire, duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl, Davout est un des meilleurs maréchaux de Napoléon. Il reste jusqu'au bout l'un des plus fidèles soutiens de l'Empire.

✓ Davout à Savigny

Le 11 août 1802, Davout et sa jeune épouse achètent le domaine et le château de Savigny-sur-Orge - actuel Lycée Corot. Terrien dans l'âme, appréciant peu les intrigues de la Cour, Davout préférera toujours passer ses rares moments de repos dans le calme de sa propriété savinienne. Son épouse, elle-aussi sous le charme, s'appliquera toute sa vie à entretenir et embellir le château et son parc.

Etat des lieux des terres des Davout - 1817



L'une des filles du maréchal, Joséphine, épouse à Savigny, en 1820, le jeune comte Vigier, propriétaire du château de Grand-Vaux. Elle décédera malheureusement l'année suivante à la naissance de son fils.



Après la deuxième abdication de Napoléon, le maréchal se retire enfin sur ses terres de Savigny. Le 31 mars 1822, il accepte la charge de maire de Savigny-sur-Orge mais n'exercera ces fonctions que quelques mois avant de décéder.



Extrait du registre de délibération : installation de monsieur le Maréchal Davout aux fonctions de maire

La veuve du maréchal résidera à Savigny jusqu'à son décès en 1868 et contribuera grandement à l'essor de la ville, notamment en favorisant la création de la gare de chemin de fer.

▮ **Nicolas-Edmé RORET**

1797 – 1860

Né dans l'Aube le 29 mai 1797, Nicolas-Edmé Roret, fils de menuisier, « monte » très jeune à Paris pour travailler dans la librairie de son beau-frère. Après 1815, il entre dans une des grandes librairies du Palais-Royal, chez Artus-Bertrand où il devient premier commis.

Mais il rêve de s'installer à son compte et surtout il se veut éditeur. Il obtient le brevet de libraire - taille-doucier en 1820 et s'établit en 1822.

Tout en poursuivant les éditions appartenant au fonds de son cousin Déterville, qui comprennent d'intéressants textes d'Histoire naturelle dont ceux de Buffon, Lamarck ou Rousseau, et publiant de grands auteurs comme George Sand ou Sade, Nicolas Roret va réaliser sa grande idée.

A son décès, le 18 juin 1860, son fils Edmé prendra sa succession.

✓ Un éditeur visionnaire

Ce visionnaire a le projet de combler une grande lacune : l'inexistence de livres pratiques destinés à la vulgarisation des sciences et la connaissance des arts et des métiers. Ainsi naît « *L'encyclopédie Roret* », plus connue sous le nom de « *Manuels Roret* ».

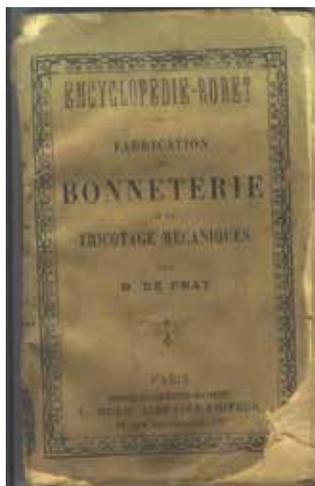
Mais le trait de génie de Roret est de concevoir un format « de poche » : 15 cm x 9,5 cm, et ce sans jamais sacrifier d'information. Répondant aux besoins du grand public, il fera école au siècle suivant. En plus de l'exhaustivité et du sérieux des ouvrages, il assure le succès à l'encyclopédie novatrice, succès populaire immédiat et indiscutable. Ces ouvrages de vulgarisation sont si bons qu'ils sont indispensables, même aux professionnels.

Il y aura de nombreuses traductions et de multiples rééditions. Ce succès se prolongera jusque vers 1900. A cette date, la maison d'édition est rachetée mais les nouveaux éditeurs continuent de publier les « manuels » bien après la Première guerre mondiale.

On doit également à Nicolas-Edmé RORET la fondation de deux journaux célèbres au XIX^e siècle : « *La Maison Rustique* » et « *L'Agriculture Française* ».

✓ Nicolas Roret à Savigny

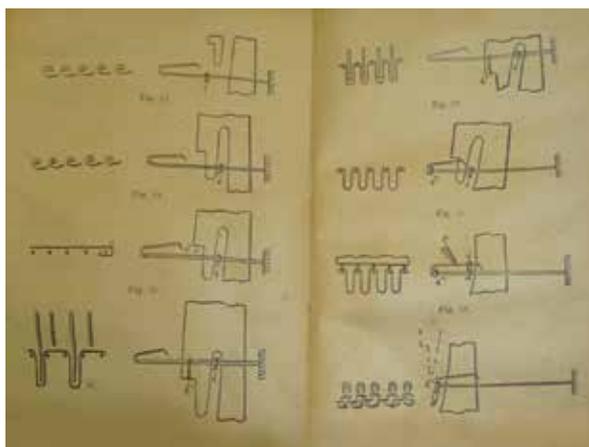
À Savigny, Nicolas Roret habite les anciennes dépendances du domaine de Courte-Rente qui prennent vite le nom de « Maison Roret ». Il y vit en famille avec son beau-père, le fondeur LAUNAY.



L'encyclopédie Roret

Encyclopédie populaire d'environ 300 volumes, qui embrasse toutes les branches de l'activité humaine : les métiers du bois, de l'imprimerie, astronome ou garde national, équarrisseur ou sorcier !

Chacun ouvrage doit traiter le sujet dans sa totalité : l'histoire, les techniques, la pratique, compilant l'ensemble du savoir - de l'époque - sur le sujet jusqu'aux moindres détails, et pourvu d'un grand nombre d'illustrations et de planches dépliantes illustrées. Pour cela, il fait appel à de nombreux professionnels. Spécialistes et grands professeurs ou scientifiques de l'époque n'hésitent pas à participer à la réalisation de cette collection.



► Alexis DUPARCHY

1835 – 1907

Jean Alexis Dauphin Duparchy est né le 12 mars 1835 à Alièze (Jura) d'une famille de modestes propriétaires cultivateurs mais qui lui donne une solide instruction. Il monte à Paris où il occupe un emploi de secrétaire d'avocat tout en suivant des cours d'ingénieur.



En 1862, il travaille à la Compagnie des chemins de fer du Nord, puis, en 1865, rejoint les équipes de maîtrise d'œuvre de Ferdinand de Lesseps à la compagnie universelle du canal maritime de Suez. Il passe ainsi quatre années sur un chantier gigantesque utilisant des techniques de pointe. Ayant bien gagné sa vie et acquis de grandes connaissances techniques, il a le projet de monter sa propre entreprise mais la guerre de 1870 l'interrompt. Il est nommé chef de bataillon de francs-tireurs (équipés par ses soins, très certainement grâce à ce qu'il a gagné en Égypte).

En 1875, il épouse Marie Élisabeth ROUSSEL, fille d'un notaire de l'Allier de 18 ans sa cadette. Après la guerre, sa carrière d'entrepreneur ne cessera de se développer durant 30 ans. Il participe, toujours en collaboration avec d'autres entreprises, à des travaux de plus en plus prestigieux. Chef d'entreprise audacieux, il fait une brillante carrière qui lui permet d'acquérir une grosse fortune mais c'est un homme juste et généreux. Les nombreux legs qui figurent dans son testament témoignent de cette générosité. Il décède le 2 octobre 1907 à Savigny.

✓ Un ingénieur des travaux publics de renommée internationale

Surnommé « le Napoléon des entreprises », Alexis Duparchy réalisa de nombreux travaux en Europe et en Afrique. Dans le domaine des chemins de fer, il se place parmi les grands constructeurs du XIX^e siècle avec la réalisation des chemins de fer d'Éthiopie, de la province de Beira Alta au Portugal où il collabore avec Bartissol et Eiffel, de Russie et de Roumanie.

Il entre également dans le cercle des grandes entreprises de travaux maritimes avec le port de Leixôes à Porto (le plus important chantier du Portugal au XIX^e siècle) mais aussi des travaux à Constantinople, Addis-Abeba, Porto-Rico, Tunis, Sousse, Sfax et Bizerte en Tunisie, et Talcahuano au Chili.

L'œuvre majeure de sa carrière se trouve en Uruguay où, en 1901, il participe, en groupe avec d'autres entreprises françaises, à la construction du port de Montevideo dont il ne verra malheureusement pas l'achèvement en 1910, trois ans après sa mort.

✓ Alexis Duparchy à Savigny :

Alexis Duparchy s'installe à Savigny en 1882 lorsqu'il devient propriétaire du domaine comprenant le château, la brasserie et le moulin, cédé par le marquis d'Alta-Viva en compensation de travaux non payés.

Il est élu conseiller municipal en 1892. Aussitôt élu maire à l'unanimité moins une voix, il décline cette charge incompatible avec ses occupations professionnelles et qui l'obligent à s'absenter souvent. Il siégera malgré tout au Conseil municipal jusqu'en 1900, date à laquelle, bien que réélu, il démissionne.



Par testament, il offre à la ville de Savigny les terrains « des quinconces », terrains situés entre la voie ferrée et la place Davout, « pour en faire une place « à perpétuité » sans possibilité de construire autre chose que des kiosques ou des fontaines ». Vœu réalisé en 1908, par le Savinien Jean Auclair, industriel dans la fonderie, qui offrira deux fontaines ornées de statues représentant

le printemps et l'été. C'est donc à la générosité d'Alexis Duparchy que les Saviniens doivent le bel espace public qu'est l'actuelle place Davout.

Après sa mort en 1907, sa veuve Marie-Élisa continuera d'habiter le château. Bonne et charitable, elle y installa dès le début de la guerre en 1914 un hôpital auxiliaire de la Croix-Rouge qui fut inscrit sous le N° 14 à la Société Française de Secours aux Blessés Militaires. Avec dévouement et générosité, elle ne cessa d'entretenir sa fondation, de la diriger et de prodiguer soins et bonté aux soldats qui y étaient hospitalisés.

A sa mort en 1937, ses neveux, les MOULIN-ROUSSEL, héritent de la propriété qu'ils vendent pendant la Seconde Guerre mondiale.

Des distinctions internationales



Fait Officier de la Légion d'Honneur par le baron HAUSSMANN, la liste impressionnante de ses décorations – qui figure sur son monument funéraire au cimetière de la Martinière – témoigne de sa prestigieuse carrière internationale :

- Grand Cordon de l'Ordre du MEDJIDIEH (Turquie)
- Grand Cordon de l'OSMANIE (empire ottoman)
- Grand-croix du NICHAN-IFTIKHAR (Turquie)
- Commandeur du Christ (Portugal)
- Commandeur de l'Ordre de Charles III (Espagne)
- Commandeur de la Couronne de Roumanie
- Commandeur de l'Ordre de l'Étoile d'Éthiopie ...

Il obtient également le titre de comte au Portugal où il achète une villa près de Luso.

Un homme généreux

Dans son testament, à côté de la ville de Savigny-sur-Orge, figure un legs à l'Académie française : « pour distribuer chaque année des prix d'argent aux plus nombreuses familles qui seraient malheureuses et cela dans le Jura, la Seine et Oise et le 8^e arrondissement de Paris » et également « pour la distribution chaque année de bourses à l'École de Châlon ou toute autre école dans le même genre ».

▮ Louis DUCOS DU HAURON 1837 – 1920



Louis Arthur Montalembert Ducos - dit Ducos du Hauron - est né à Langon en Gironde, le 8 décembre 1837. Il est le fils d'un fonctionnaire des Contributions originaire d'Agen.

Très doué pour les études, sa famille le retire du système scolaire pour engager des professeurs particuliers. Il excelle dans les matières scientifiques et en musique. Son caractère réservé lui fait préférer le travail solitaire du chercheur à l'exposition d'un artiste. Il se consacre à la physique et la chimie.

Au départ, Louis s'intéresse à la photographie que Daguerre vient d'inventer et à la physique de la lumière. Il s'intéresse aussi à la peinture et, par là, à la reproduction des couleurs. Ses recherches vont s'appuyer sur la découverte du médecin britannique Thomas Young : le système optique humain est sensible à trois couleurs de base qui, bien mélangées, peuvent reproduire toutes les autres nuances.

Célibataire, brillant cerveau mais incapable de se débrouiller seul, il vivra toute sa vie chez son frère Alcide, juge à Agen puis Conseiller à la Cour d'appel d'Alger et de Paris, lui-même poète et essayiste. Frère qui toute sa vie le soutiendra moralement et financièrement et publiera des ouvrages techniques sur ses découvertes.

Retiré à Agen dans des conditions précaires, Louis Ducos du Hauron y décède le 31 août 1920.

✓ L'inventeur de la photographie des couleurs

Dès 1868, il met au point le principe de la trichromie qui permet d'obtenir une image colorée en superposant trois épreuves monochromes issues de trois négatifs différents. Ainsi présente-t-il à sa famille, émerveillée, la première photographie en couleur réalisée dans le monde. Le 3 novembre de la même année, il prend un brevet sur les couleurs en photographie.

Le 7 mai 1869, il adresse une communication à la Société française de Photographie, où il décrit son invention. Or le même jour, à la même séance, un autre chercheur, Charles Cros, fait une communication sur le même sujet, avec un procédé similaire. Les deux savants ne se connaissent pas.

S'ensuit une polémique quant à la paternité de l'invention. Louis Ducos du Hauron travaille depuis une dizaine d'années sur le sujet et a joint deux plaques photographiques parfaitement réussies mais Cros a déposé son mémoire en 1867. Par la suite, les deux hommes se lieront d'amitié et correspondront.

En 1878, Ducos du Hauron présente à l'Exposition Internationale une collection de photochromies en gélatine. Il y rencontre un Allemand qui lui propose l'exploitation industrielle du procédé mais il refuse par patriotisme.

Tout naturellement, il continue ses recherches pour appliquer le principe à l'impression et dépose en 1892 un brevet pour l'impression des photographies en couleurs.

En 1900, à l'occasion de l'Exposition universelle de Turin, Ducos du Hauron est décoré de la Légion d'Honneur et le gouvernement lui attribue une subvention annuelle de mille deux cent francs.

Malgré tout, l'intérêt de ces inventions n'apparaît pas certain. De plus, le procédé long et minutieux laisse sceptique quant à son application industrielle. Il n'a donc pas le succès commercial attendu. Seule la Société Lumière suit ses travaux et rachète certains brevets en les adaptant : les autochromes.

✓ Ducos du Hauron à Savigny

En 1902, toute la famille Ducos du Hauron s'installe à Savigny, au 14 rue des Rossays dans une propriété appartenant à M. Auclair. Louis y installe un laboratoire et poursuit ses recherches.

En 1909, il y perd son frère Alcide et, en 1912, son neveu qu'il aimait comme son propre fils.

En 1914, inquiet de l'avancée rapide des Allemands, il se retire dans sa région d'origine avec sa belle-sœur.



Le 28 janvier 1951, à l'instigation du syndicat d'initiative de Savigny-sur-Orge et en présence des élus municipaux, une plaque commémorative est apposée sur sa maison.



Inauguration de la plaque commémorative le 28 janvier 1951

Un inventeur prolifique détenteur de 15 brevets

Cerveau fécond, Louis Ducos du Hauron a travaillé à d'autres inventions comme un moteur girouette ou moulin à vent horizontal et un système de roue hydraulique.

En 1864, année de naissance de Louis Lumière, il dépose un brevet pour un appareil de chromophotographie, première ébauche du cinématographe.

Il a également déposé un brevet pour un appareil photographique reproduisant simultanément plusieurs épreuves d'un même sujet.

En 1891, il découvre l'anaglyphe, procédé de reproduction du relief. On reproduit 2 négatifs, l'un en vert, l'autre en rouge sur le même papier. La vision en relief s'obtient par l'examen de cette image avec des verres colorés. L'impression de relief est restituée quand on regarde l'image au travers de lunettes verte-rouge.

La trichromie, premier procédé de photographie et d'impression polychrome

La découverte de Ducos du Hauron repose sur le principe de la décomposition de la lumière. Il suffit de prendre 3 photographies au travers de filtres des trois couleurs fondamentales, rouge – jaune – bleue, puis de superposer les 3 épreuves.

Ce procédé, toujours utilisé, est à la base de l'imprimerie en couleurs : on imprime successivement sur un papier blanc les encres rouge, jaune, bleue, obtenant toutes les nuances de l'original.



Collection privée

Blanche SOYER dite BARONNE STAFFE 1843 – 1911



Née le 7 février 1843 dans une famille de militaires, Blanche Soyer est élevée par ses tantes, Elodie et Irma Fenaux, toutes deux célibataires et de mœurs rigides, installées à Savigny-sur-Orge rue de Rossays. L'une est « demoiselle des Postes », l'autre s'occupe de la maison. Blanche Soyer restera célibataire et vivra toute sa vie avec ses tantes. Recevant de nombreux écrivains, elle fait de son salon un rendez-vous de l'esprit français. Elle décède le 17 août 1911. Elle repose, avec ses tantes, au cimetière de la Martinière.

✓ L'ambassadrice du savoir-vivre et des bonnes manières

Elevée de façon austère, Blanche a hérité de « principes » mais les trouve un peu désuets. A l'époque, le manuel des belles manières en usage date du XVIII^e siècle et s'intitule le « livre de la civilité puérile et honnête » !

Elle décide d'exposer un savoir-vivre plus moderne et publie sous le nom de « Baronne Staffe ». Elle écrit rapidement et abondamment une série d'ouvrages qui décrivent la plupart des circonstances de la vie sur le plan personnel ou, vis-à-vis des autres, dans la société de l'époque.



« Règles du savoir-vivre dans la société moderne », « La maîtresse de maison et l'art de recevoir », « Traditions culinaires », « La correspondance », « La femme dans la famille », « Le cabinet de toilette », « Indications pratiques pour obtenir un brevet de femme chic », « Secrets pour plaire et pour être aimée » et surtout « Usages du monde », best-seller en 1900. Ses livres connaissent un vif succès national et de nombreuses rééditions.

Les ouvrages de la baronne Staffe ont conseillé plusieurs générations de femmes car ils enseignent surtout la politesse du cœur, le respect des autres, l'importance de l'éducation, thèmes toujours d'actualité, même si la condition féminine a quelque peu évolué.

La baronne Staffe a également collaboré à de nombreux journaux français par des articles sur les sujets les plus variés : *Le Figaro*, *Paris-Journal*, *Le Clairon*, *Journal Des Jeunes Mères*, *Modes Parisiennes*, *Le Parti National*, *Annales Politiques et Littéraires*.

✓ La Baronne à Savigny

Les demoiselles Fenaux et leur nièce Blanche habitent au 5 (actuel 12) rue des Rossays. Vers 1899, la baronne Staffe fait construire avec les revenus que lui procurent ses droits d'auteur, la « Villa Aimée », 4 avenue de la Gare (devenue avenue Charles de Gaulle), où elle vivra avec ses tantes. La maison était accueillante, toujours ouverte aux enfants et de nombreux petits Saviniens y venaient goûter. Mais, il fallait – éducation oblige – s'y tenir bien !

La propriété sera vendue en 1913 par ses héritiers.

La ville en fait l'acquisition en 1954 lors du projet d'agrandissement de l'école Ferdinand Buisson.

La maison de la
Baronne est située
au 2^{ème} plan sur
la gauche



Un exemple à suivre

Dans son livre « Le Cabinet de toilette », la baronne Staffe cite en exemple la maréchale Davout qu'elle a bien connue.

« Une octogénaire, avons-nous dit, peut encore être belle et charmante. J'ai eu plus d'un exemple de cette persistance de la beauté à un âge avancé ; À quatre-vingt-cinq ans, la maréchale Davout, princesse d'Eckmühl, la femme du vainqueur d'Auerstaedt, avait encore un port de reine, des yeux superbes et le plus beau teint du monde, d'une blancheur qui luttait avec celle de son admirable chevelure de neige.

La maréchale n'avait jamais usé que d'eau claire pour se débarbouiller le visage. Sa table était très simple, sauf les jours où elle recevait, mais sans se départir de son extrême sobriété. »

▮ SÉVERINE 1855 – 1929



De son vrai nom Caroline Rémy, Séverine est née à Paris en 1855 de parents lorrains dans une famille de petite bourgeoisie, très conformiste. Le père, fonctionnaire à la Préfecture de police de Paris, élève sa fille unique à la maison et fait lui-même son éducation. Adolescente, elle assiste au siège de Paris en 1870 et participe de son mieux en faisant de la charpie (fils tirés de vieux linges, utilisés comme pansements) pour les blessés. Elle restera très marquée par ces événements qui influenceront toute sa vie.

Elle se marie dès l'âge de quinze ans pour échapper à sa famille mais cette union ne dure pas. Émancipée, elle gagne sa vie en jouant dans un théâtre et en faisant la lecture. Quelques années plus tard, elle épouse le Docteur Guebardt.

C'est à Bruxelles qu'elle rencontre Jules Vallès, alors en exil. Elle admire cet écrivain célèbre, journaliste, homme politique de la Commune. En 1880, de retour à Paris, il prend Caroline Rémy comme secrétaire et s'engage à lui apprendre le métier de journaliste. En 1883, ils relancent *Le Cri du peuple*, quotidien créé sous la Commune. Caroline Rémy y publie son premier article sous le pseudonyme de « Séverin » mais très vite, elle affirme son sexe et se signalera dans la presse comme un véritable défenseur des injustices sous le nom de « Séverine ».

Séverine fait la connaissance de Georges Poidebard de la Bruyère quand il l'interviewe pour *L'Écho de Paris* où il est journaliste. Il est à l'origine en France du reportage « sur le vif » inspiré des méthodes américaines. Très vite, il partage sa vie, ses idées révolutionnaires et humanistes et son travail de reporter, puis de rédacteur en chef du journal *le Cri du peuple*.

Célèbre par ses engagements et ses combats, ayant publié plus de 6 000 articles, Séverine sera élue « Princesse des femmes écrivains » à la fin du XIX^e siècle. Elle meurt en 1929 à Paris où elle est inhumée.

✓ Une journaliste engagée

Ce n'est pas la première femme à écrire dans un journal mais la première à en faire sa profession à part entière. De plus elle n'écrit pas dans la presse féminine comme la plupart de ses consœurs mais dans la presse grand public.

En 1885, à la mort de Jules Vallès, Séverine lui succède en tant que directrice du journal *Le Cri du Peuple* qu'elle quitte en 1888 et qui disparaît.

Elle publie dès lors dans divers journaux : *L'Eclair*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *Gil Blas*... En 1897, elle collabore à *La Fronde*, fondé par la journaliste féministe Marguerite Durand, premier quotidien entièrement réalisé par des femmes.

Femme de convictions, elle lutte à la force de sa plume contre les injustices sociales. Libertaire, féministe, dreyfusarde, pacifiste, elle est sur tous les fronts, prend des positions marquées en faveur des faibles, s'oppose à toutes les formes de discrimination, adhère à la Ligue des Droits de l'Homme. Séverine adhère au parti socialiste en 1918, puis au parti communiste dont elle démissionnera en 1922 et collabore à *L'Humanité* (1920 – 1921).

Son engagement dans la cause des pauvres et des opprimés ne s'arrête pas à l'écriture. Elle s'implique par des actes en ouvrant des souscriptions en faveur des nécessiteux ou des victimes - les mineurs par exemple - et obtient du Pape Léon XIII qu'il fasse une déclaration condamnant l'antisémitisme.

Elle soutient également le mouvement féministe en accord avec son engagement auprès des femmes du peuple, des ouvrières : en 1914, elle s'engage dans la campagne pour le suffrage féminin et ira jusqu'à poser sa candidature aux élections municipales en 1927. Elle a alors 72 ans.

✓ Séverine à Savigny

1915, en pleine guerre, elle s'installe à Savigny-sur-Orge avec Georges Poidebard de Labryère. Celui-ci y meurt en 1920 et est enterré au cimetière de la Martinière.

Ils habitent d'abord au 46, rue des Rossays (où elle aura pour voisin le baron Empain, propriétaire de l'Oasis), puis ensuite dans une petite maison rue Chamberlin à l'angle de l'avenue Gambetta, enfin au 5 de la rue Vigier.

En 1922, elle quitte Savigny-sur-Orge pour Pierrefonds.

Première femme reporter

Séverine améliore le genre journalistique en se rendant sur les lieux des événements. À Saint-Etienne, elle descend dans une mine dévastée par un coup de grisou pour se rendre compte par elle-même des dégâts. Lors d'une grève des casseuses de sucre, elle pénètre dans la raffinerie déguisée en ouvrière pour être au plus près des événements. Elle reste un mois à Rennes pour assister au procès Dreyfus ...

▮ Edouard FERRON

1859 – ?

Edouard Ferron naît à Vosves, petit village beauceron d'Eure-et-Loir, en 1859. Son père est cultivateur, mais lui suit les traces de son grand-père maternel en devenant clerc de notaire. Comme beaucoup, il « monte à Paris » pour trouver un emploi, et exerce à Longjumeau. Il épouse en 1884, à Savigny-sur-Orge, une jeune couturière de 20 ans, Marie Grimaud, fille d'ouvriers saviniens. Le couple s'installe à Longjumeau où naît leur fils Henri en 1889. Edouard Ferron est alors devenu huissier de justice.

✓ Edouard Ferron à Savigny



En 1899, les Ferron acquièrent une maison à Savigny. Ils la revendront en 1909 après avoir fait construire dans la toute récente rue Nouvelle une jolie bâtisse en meulière, qui sera plus tard immortalisée par une carte postale légendée « propriété de Monsieur Ferron, maire ».

Bien que nouvel arrivant à Savigny, Edouard Ferron est élu conseiller municipal en mai 1899. Lors de l'élection du maire, les conseillers municipaux désignent sans grande surprise le premier adjoint du maire précédent, Louis Gilles, agriculteur et membre d'une vieille famille savinienne. Coup de théâtre, Louis Gilles refuse la charge de maire car il ne souhaite pas plus de responsabilités que celles de premier adjoint. Lors du second vote, c'est alors Edouard Ferron, qui avait obtenu 2 voix au 1er tour contre 13 pour Gilles, qui est élu maire à la quasi-unanimité (13 voix sur 14). Son statut d'homme de loi, son habitude de la « paperasserie administrative » ont-ils joué en sa faveur ? En tout état de cause, l'homme ne décevra pas ses concitoyens et sera régulièrement réélu jusqu'en 1925.

✓ Un maire tourné vers l'avenir

Ainsi, Edouard Ferron est le maire de Savigny-sur-Orge lors du changement de siècle : tout un symbole ! En effet, à la tête de la commune durant tout le premier quart du XX^e siècle, l'homme accompagnera l'évolution du village vers la ville, mettant en œuvre les transformations qui préfigurent la naissance d'une ville de banlieue parisienne.

Dès 1900, Edouard Ferron doit ainsi gérer un dossier épineux : le doublement des voies de la ligne du Paris-Orléans, qui pose d'innombrables soucis administratifs et des problèmes d'urbanisme. Le projet va considérablement modifier le paysage savinien : un passage souterrain remplace le passage à niveau, Savigny est définitivement coupée en deux par le chemin de fer.

Les avancées technologiques se multiplient, le progrès est partout : Edouard Ferron croise quotidiennement dans les rues Louis Ducos du Hauron – l’inventeur prodigue de la photographie en couleur. Il assiste à la ferme de Champagne à la démonstration d’un engin agricole révolutionnaire, le tracteur. Il prend part à la grande fête organisée pour l’inauguration du premier aérodrome du monde, le terrain de Port-Aviation à Viry-Châtillon. En homme moderne, le maire entraîne sa commune sur la voie du progrès : l’éclairage public au gaz éclaire désormais les rues (le Conseil municipal avait, en 1901, suggéré un essai prudent sur 6 lanternes seulement !), les travaux pour l’adduction d’eau potable sont terminés en 1908, le téléphone est installé à la mairie en 1911.

Sur le plan social, Edouard Ferron agit également avec dynamisme : depuis la gratuité des fournitures scolaires pour tous les petits écoliers jusqu’aux secours portés aux sinistrés des inondations de 1910 – si seuls 21 Saviniens ont subi des dommages, 99 habitants de communes voisines sont accueillis et secourus par la municipalité. Sur un registre plus léger, il crée en 1903 la fanfare municipale avec les membres de la société « Fanfare de Savigny ».

L’euphorie de ce début de siècle est néanmoins de courte durée. Edouard Ferron aura la lourde tâche de gérer les affaires de la commune durant l’épreuve de la Première Guerre mondiale : restrictions, sécurité, réquisitions... Surtout, c’est lui qui aura, 79 fois, la pénible mission d’annoncer aux familles éprouvées le décès d’un des leurs.

Après la guerre, le phénomène des lotissements transforme la région proche de Paris, donnant naissance à la banlieue. Savigny est touché par le phénomène. Les terres agricoles abandonnées du plateau sont vendues par l’intermédiaire de sociétés immobilières à la population ouvrière qui afflue vers Paris. Les coteaux et le plateau se couvrent de petites maisons. Dans les dernières années de son mandat, Edouard Ferron doit faire face aux premiers problèmes qui naissent de cet afflux de population. A partir de 1923, le maire organise l’aménagement des lotissements en cours ou en projet. 130 constructions en 1923, 188 en 1924, la densité de population double entre 1923 et 1924. En février 1925, Edouard Ferron, conscient des besoins de ces nouveaux habitants, fait acquérir par la municipalité des terrains dans le nouveau quartier du Plateau pour y construire des bâtiments communaux.

En 1925, âgé de 66 ans, il ne se présente pas au renouvellement de son mandat. C’est Clément Noël qui lui succède au fauteuil de maire. Il quitte Savigny quelques mois plus tard, en 1926. Nos Archives perdent alors sa trace : la famille Ferron est-elle retournée en Eure-et-Loire d’où Edouard était originaire ? Son fils Henri, qui poursuit la tradition familiale en exerçant le métier de cleric-de-notaire, décèdera en 1977 à la Seyne-sur-Mer. En novembre 1941, le Conseil municipal décide d’honorer la mémoire d’Edouard Ferron en donnant son nom à une rue, qui le porte encore aujourd’hui.

26 ans de mandat : le record.

Elu suite à un concours de circonstances, il a pourtant effectué le plus long mandat de l’histoire de Savigny et accompagné la commune dans deux passages symboliques : son entrée dans le 20^{ème} siècle et sa transformation de village en ville.

▮ Ivan DA SILVA BRUHNS

1881 – 1980

Né en France de parents brésiliens, Ivan Da Silva Bruhns gardera tout sa vie la nationalité brésilienne.

Après avoir étudié la médecine à la Sorbonne et à la faculté de médecine, Da Silva Bruhns sert comme médecin militaire lors de la Première Guerre mondiale. Parallèlement, il mène une carrière artistique et fréquente les peintres de l'époque. Il suit des cours dans une académie d'art.

Il finit par abandonner la médecine et se lance dans diverses expériences dans les domaines de la peinture et des arts décoratifs. Comme beaucoup d'artistes de son époque, il est très influencé par les cultures non occidentales. Une exposition d'art marocain en 1917 agit comme révélateur de son style.

Dès 1919, il se consacre à la conception des tapis. Autodidacte, il apprend seul la technique de fabrication des tapis orientaux. Créateur méticuleux, il peint non seulement les cartons mais ne laisse à personne le soin de choisir les laines ni celui de transposer le modèle sur papier quadrillé.

Da Silva Bruhns est un membre actif de la Société des artistes décorateurs. En 1935, artiste reconnu tant en France qu'à l'étranger, il est fait chevalier de la Légion d'Honneur.

Par intermittence, il continue de présenter des tableaux dans les salons parisiens. Retiré à Antibes, dans une maison surplombant la mer, il consacre ses dernières années à sa première passion, la peinture, jusqu'à sa mort en 1980.

✓ Un maître du tapis Art-déco

Les premiers tapis signés Da Silva Bruhns sont réalisés dans un atelier de l'Aisne, par une jeune femme qu'il a lui-même formée. Ses affaires étant prospères, Ivan Da Silva Bruhns crée, vers 1925, une manufacture à Savigny-sur-Orge.

Dès le début des années 1920, Da Silva Bruhns, influencé par le Cubisme, élabore un style personnel qui se démarque de ses contemporains. Aux motifs floraux voyants, aux couleurs trop vifs, il préfère les motifs géométriques ou ethniques dans des teintes naturelles. Il transpose sur ses tapis les motifs abstraits, les dessins dépouillés particulièrement représentatifs du style Art-déco.

Le succès est rapide, dès lors il travaillera pour les plus grands décorateurs et architectes d'intérieurs comme Majorelle et Leleu. Ses créations ornent les lieux les plus prestigieux, des salons du Sénat aux intérieurs des paquebots de luxe, des ambassades étrangères au palais du maharadja d'Indore ; elles séduisent les personnalités de l'époque comme le prince de Monaco, Sacha Guitry, André Gide ou Mistinguett.

Exposé aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, Da Silva Bruhns va influencer le travail des jeunes créateurs étrangers, il est ainsi considéré comme à l'origine de l'esthétique du tapis contemporain.

✓ **Da Silva Bruhns à Savigny**

C'est vers 1925 que Ivan Da Silva Bruhns installe sa manufacture à Savigny-sur-Orge, ville proche de Paris où sont situés ses salons d'exposition.

L'entreprise emploie une vingtaine de jeunes femmes, sous la direction d'un contre-maître. Les tapis réalisés sont le plus souvent des pièces uniques répondant à des commandes prestigieuses, mais la manufacture produit aussi quelques séries de tapis en édition limitée.

La production de la manufacture de Savigny s'interrompt lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale. Elle ne rouvrira pas, Da Siva Bruhns ayant atteint l'âge de la retraite à la signature de l'Armistice.



*La manufactory se situe à droite
juste derrière le château de Grand-Vaux*

La signature de Savigny

Sur chacune de ses œuvres figure, tissée dans le velours, la signature de l'artiste et le nom de la manufactory de Savigny, souvent un petit symbole représentant un S stylisé à l'intérieur d'un M.



Blason et logos : Une image pour la ville



Un blason ou un logo est un signe de reconnaissance, le symbole d'une ville. Leur graphisme synthétise l'histoire, la vie, de la Ville, il suggère une appropriation imagée de son destin.

Un blason : s'ancrer dans l'histoire

Le village de Savigny n'a jamais possédé d'armoiries propres car il a toujours dépendu d'une seigneurie. Après la seconde guerre mondiale, de nombreuses communes éprouvent le désir d'affirmer leur identité en se dotant d'un emblème qui mette en image de façon symbolique leurs caractéristiques. C'est en 1952 qu'un Savinien propose à la municipalité un blason inspiré des armes du Maréchal DAVOUT. Le blasonnement se décrit ainsi : « d'or, au lion léopardé rampant de gueules, tenant de la patte dextre une lance polonaise de sable, au chef d'azur semé de fleurs de lys d'or » Le semis de fleurs de lys rappelle que Savigny est situé dans l'ancienne province d'Ile-de-France, dont la fleur de lys était l'emblème.

De sa création jusqu'aux années 80, le blason a fait l'objet de variations dans son dessin. En 1985, il est finalement redessiné plus sobrement, d'un graphisme plus moderne et surtout plus conforme aux règles de l'héraldique.

Le logo : une image plus moderne

A la fin des années 1980, de nombreuses collectivités veulent montrer leur dynamisme, moderniser leur image, elles font alors le choix de faire évoluer leur signature graphique. Les logos apparaissent surtout dans les villes qui n'ont pas de blason véritablement ancien. Le logo se généralise pour un usage quotidien : papier à lettre, publications municipales, repérage des véhicules municipaux... Très présent dans la ville, il doit être facilement identifiable, le but : « Etre reconnu, se faire reconnaître ! »

C'est en 1990 que Savigny se dote d'un logo. « Le carré représente notre cadre de vie. Balzac parlait du bon sens carré. Il n'est fermé ni sur sa partie gauche, ni sur sa partie droite. Une écriture très gestuelle dessine un « S » prétexte à une dynamique traversant l'espace. La couleur bleue représente le calme, on vit bien à Savigny, l'orangé, au contraire, l'action. Savigny ne s'endort pas. »

En janvier 2004, le logo évolue graphiquement en faveur d'un style plus contemporain. A sa création, Jean Marsaudon, alors Maire de Savigny-sur-Orge, le présente ainsi : « Le logo a gardé ses mêmes couleurs. Le rouge orangé pour sa dynamique, le bleu pour le calme. Le « S » est moins statique, Savigny a bougé. La dynamique du graphique s'étire vers le haut à l'image de la ville qui depuis 20 ans s'est équipée, s'est embellie et s'est donnée un visage heureux. »

